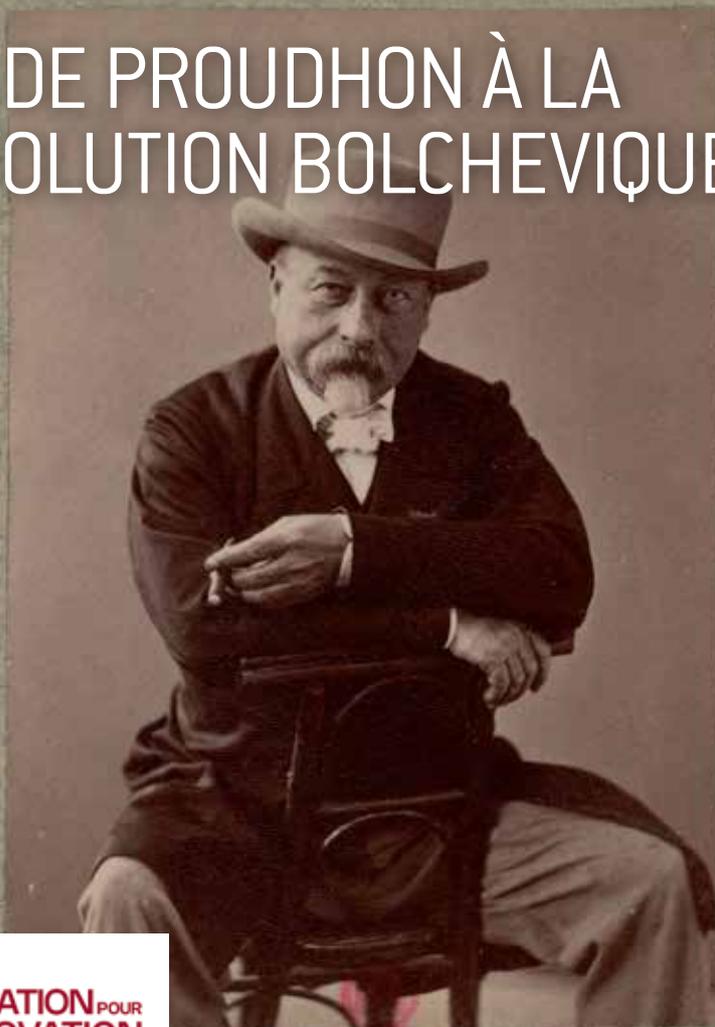


Bernard BRUNETEAU
Stéphane COURTOIS

LES GAUCHES ANTISÉMITES

(1) DE PROUDHON À LA
RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Jun 2025

FONDATION_{POUR}
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

LES GAUCHES ANTISÉMITES

(1) DE PROUDHON À LA RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE

Bernard BRUNETEAU
Stéphane COURTOIS

La Fondapol est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDAPOL

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondapol s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Sous l'appellation « **Anthropotechnie** », la Fondation dédie une partie de ses travaux aux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales.

La Fondapol est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

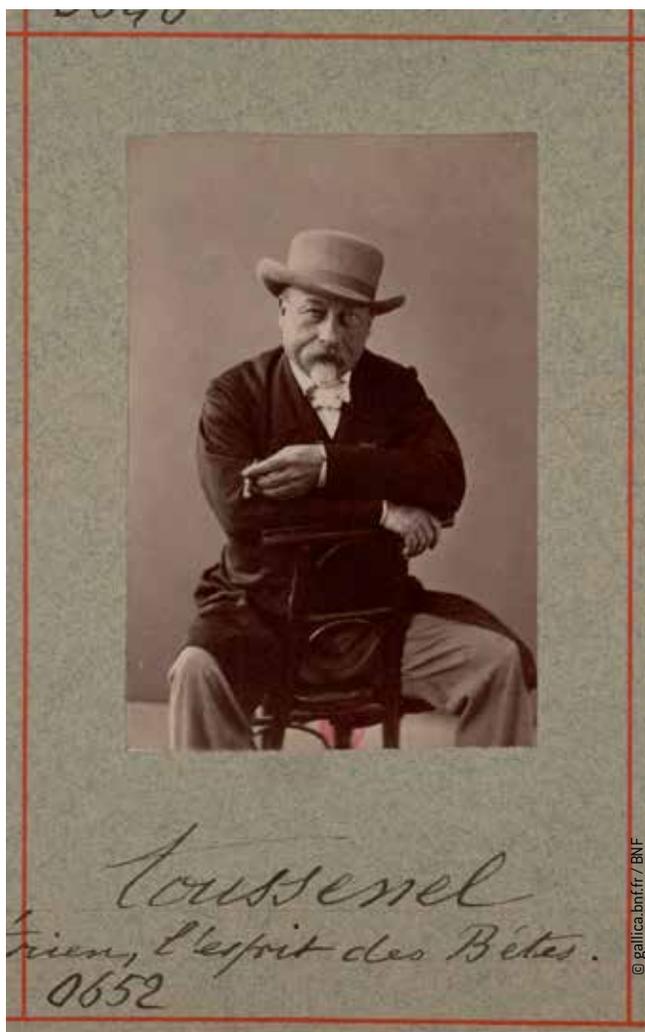
SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	9
I. NAISSANCE D'UNE IDÉOLOGIE ANTISÉMITE RÉVOLUTIONNAIRE (1830-1870)	12
1. La finance, voilà l'ennemi !.....	13
a. Les « patriarcaux improductifs » selon Fourier.....	13
b. Les « rois de l'époque » selon Toussenel.....	14
2. Marx antisémite ?.....	16
a. À propos de la question juive.....	16
b. Un procès anachronique ?.....	17
3. Proudhon : l'antisémitisme sous l'anarchie.....	17
II. AU TEMPS DE LA GAUCHE RÉACTIONNAIRE (1870-1898)	18
1. Un antisémitisme revisité : antichristianisme et racialisme.....	19
2. Un antisémitisme instrumentalisé : contre la République bourgeoise.....	22
a. Le néo-hébertisme contre « les rois de la République ».....	22
b. <i>La Revue socialiste</i> ou l'antisémitisme légitimé.....	23
c. De la Commune au boulangisme.....	24
III. MARGINALISATION DE L'ANTISÉMITISME DE GAUCHE ? (1898-1914)	26
1. La lente clarification dreyfusarde.....	26
a. Le combat manqué des guesdistes.....	26
b. La position tardive de Jaurès.....	27
2. L'exportation vers la nouvelle droite révolutionnaire.....	28
a. Drumont comme passeur.....	28
b. Le blanchiment idéologique de la gauche.....	29
3. La survie de l'antisémitisme dans le syndicalisme révolutionnaire.....	30
a. L'extrême gauche contre le « dreyfusisme au pouvoir ».....	30
b. L'évolution antisémite de Georges Sorel.....	31
IV. LE CHOC DE LA RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE	32
1. Les répercussions de 1917.....	33
2. Staline et les Juifs : théorie et pratique.....	36
CONCLUSION.....	38

RÉSUMÉ

Il est courant de penser que l'antisémitisme est étranger aux traditions politiques de gauche. Celles-ci aiment à rappeler leur enracinement dans l'universalisme des Lumières, l'acte émancipateur de la Révolution française, le combat socialiste égalitaire du long XIX^e siècle et la mobilisation dreyfusarde. Le rapport à l'antisémitisme serait ici un non-sujet. L'obsession « antisioniste » de l'extrême gauche contemporaine appelle pourtant à une exploration de longue durée de l'histoire des gauches où peuvent être repérées nombre de distorsions entre la dure réalité des positions exprimées et les principes moraux invoqués.

Loin d'un antisémitisme « à gauche », qui serait circonstanciel et marginal, une histoire intégrale des idées révèle la présence d'un « antisémitisme de gauche » mêlant anticapitalisme, athéisme et racialisme dans une synthèse redoutable présent dans les courants majeurs de la gauche historique, et notamment dans sa composante socialiste révolutionnaire.



Alphonse Toussenel, écrivain phalanstérien, *l'Esprit des bêtes*

LES GAUCHES ANTISÉMITES

(1) DE PROUDHON À LA RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE

Bernard BRUNETEAU

Professeur émérite en science politique à l'université Rennes 1.

Stéphane COURTOIS

Directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

INTRODUCTION

En novembre 2017, l'ex-trotskiste Gérard Filoche, membre du Bureau national du Parti socialiste, retweetait sans émotion un montage photo déjà diffusé sur le site d'extrême droite d'Alain Soral. On y voyait Emmanuel Macron portant un brassard à l'effigie du dollar, dominé par un globe terrestre et encadré par des drapeaux américain et israélien avec en arrière-plan Patrick Drahi, Jacob Rothschild et Jacques Attali, le tout légendé : « En marche vers le chaos mondial ». L'argent, la finance, les Juifs, le monde, soit le très vieux et très pur message du complot juif mondial, à la fois capitaliste et impérialiste, révélateur d'un vieil inconscient tout droit issu du XIX^e siècle¹. Outré par la polémique qui s'ensuivit, l'ancien syndicaliste arguait ingénument de sa bonne foi politique : « Qui peut croire une seconde que je suis raciste et antisémite alors que je milite à gauche depuis cinquante-cinq ans ». La gauche l'a en effet toujours affirmé, l'antisémitisme est étranger à sa tradition politique. Et une histoire sainte à son sujet n'omet pas de rappeler son combat universaliste, héritier de la Révolution française émancipatrice des Juifs puis de la mobilisation dreyfusarde face au nationalisme réactionnaire, un combat dont la vertu s'était réanimée avec l'antifascisme des années 1930. L'invocation des mânes

1. Valérie Toranian, « Gérard Filoche : l'inconscient antisémite d'une certaine gauche... », *Revue des deux mondes*, 20 novembre 2017, pp. 28-41 [en ligne].

du passé n'est pas sans expliquer que la présence d'un antisémitisme à gauche soit restée longtemps un non-sujet². Et ce en dépit du discours de La France insoumise véhiculant, depuis des années, des stéréotypes et amalgames problématiques, qu'il s'agisse d'accuser Pierre Moscovici de penser « dans la langue de la finance internationale », de stigmatiser les « ukazes arrogants » du CRIF ou de minimiser les actes d'un mouvement terroriste antisémite comme le Hamas. Alors que l'antisionisme de la gauche radicale pose, au minimum, la question de sa responsabilité dans l'explosion des actes antisémites (300 % de hausse au premier trimestre 2024³), l'euphémisation et la timidité d'analyse semblent l'emporter du côté d'historiens-militants attachés à exonérer cette gauche de tout antisémitisme. Robert Hirsch admet ainsi de simples « erreurs » qui seraient cyniquement instrumentalisées par l'extrême droite, le plus grave à ses yeux⁴. Quant à Vincent Lemire, s'il admet l'existence d'une opinion problématique, il n'y voit guère de réel antisémitisme dans la mesure où il n'est pas « fondateur, historique et ontologique » (comme celui de l'extrême droite) mais simplement « contextuel, populiste et électoraliste⁵ ». En bref, ce spécialiste de l'hydrologie jérusalémitte, et antisioniste passionné, invente l'antisémitisme modéré, somme toute excusable.

Si la face gauchiste de l'antisémitisme n'a pas trouvé de place dans les différentes *Histoire des idées politiques*, il existe une littérature historique qui, inventoriant la longue durée de l'histoire de la gauche, suggère que la réalité politique fut loin d'être toujours en accord avec les principes moraux invoqués⁶. Deux positions sont néanmoins affirmées. L'une est inaugurée par Michel Winock dans un article fondateur de 1981 qui récuse l'idée d'un « antisémitisme de gauche », c'est-à-dire exprimant une idéologie et une théorie politique cohérentes, à l'instar de l'Action française. Pour l'historien, « quels que soient les défaillances et les embarras de la gauche face à la “question juive”, il serait inique de laisser supposer que l'antisémitisme ait été indifféremment de gauche et de droite⁷ ». Reprise par Michel Dreyfus qui y voit l'histoire d'un paradoxe, la thèse de l'antisémitisme « à gauche » et non pas

2. Camilla Brenni et al., « Le non-sujet de l'antisémitisme à gauche », *Vacarme*, n° 86, 2019/1, pp. 36-46 [en ligne].

3. L'ancien Premier ministre Gabriel Attal cité sur *France 24* : « La France a enregistré “366 faits antisémites” au premier trimestre 2024, annonce Gabriel Attal », *France 24*, 6 mai 2024 [en ligne].

4. Robert Hirsch, *La gauche et les Juifs*, Bordeaux, Le Bord de l'eau, 2022.

5. Arié Alimi et Vincent Lemire, « L'antisémitisme de gauche connaît une résurgence incontestable et il est instrumentalisé pour décrédibiliser le Nouveau Front populaire », *Le Monde*, 20 juin 2024 [en ligne].

6. Tétanisé sans doute par la présence embarrassante de cet antisémitisme, Jacques Julliard ne lui consacre pas une seule ligne dans sa somme, par ailleurs si précieuse, *Les Gauches françaises, 1762-2012. Histoire et politique*, Flammarion, 2012.

7. Michel Winock, « La gauche et les Juifs », *L'Histoire*, n° 34, mai 1981, pp. 13-25 [en ligne].

« de gauche » acquiert pour certains une dimension canonique parce qu'éminemment rassurante⁸. Une seconde position s'inscrit pourtant en faux en revendiquant au contraire la centralité de l'antisémitisme dans des courants majeurs de la gauche historique, soit un antisémitisme *de gauche*. Ainsi, en 1978, Paul Bénichou réévalue les sources de gauche oubliées de l'antisémitisme français moderne⁹, tandis que Zeev Sternhell en fait une composante décisive de la synthèse socialiste-nationale appelée à forger un pré-fascisme¹⁰. Plus tard, Marc Crapez a montré dans un travail novateur la gauchisation précoce de la haine des Juifs en faisant la généalogie d'une « gauche réactionnaire » au XIX^e siècle¹¹, avant que Pierre-André Taguieff n'y voie l'acte fondateur de la « judéophobie moderne¹² ». Ainsi, la gauche décoloniale et antisioniste du XXI^e siècle ne ferait que retrouver son vieux fond de préjugés.

La mesure d'une histoire longue nous montre que l'antisémitisme français moderne ne se constitue pas doctrinalement à la fin du XIX^e siècle au sein du nationalisme, mais dès son début au sein du socialisme révolutionnaire. Il est structurel et non simplement contextuel, se combinant avec l'anticapitalisme, l'athéisme et le racialisme dans une synthèse culminant au début de la III^e République. Une idéologie cohérente qui construit une vision globale de la société moderne et qui imprègne sur le siècle tout l'arc de la gauche révolutionnaire et socialiste. S'il y a un antisémitisme « à gauche », il existe aussi un antisémitisme « de gauche » originel, voyant dans les Juifs un obstacle au projet de refondation sociale. S'il décline sous le coup de l'Affaire Dreyfus, il est loin d'avoir disparu en 1914.

8. Michel Dreyfus, *L'Antisémitisme à gauche. Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2009.

9. Paul Bénichou, « Sur quelques sources françaises de l'antisémitisme moderne », *Commentaire*, n° 1, 1978, pp. 67-79.

10. Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, 1978, p. 177-214.

11. Marc Crapez, *La Gauche réactionnaire. Mythes de la plèbe et de la race*, Paris, Berg International, 1996 ; Marc Crapez, *L'antisémitisme de gauche au XIX^e siècle*, Paris, Berg International, 2002.

12. Pierre-André Taguieff, « La gauche et la haine des Juifs. Sur les origines révolutionnaires de la judéophobie des Modernes », *Revue politique et parlementaire*, 17 juillet 2024 [en ligne].

I. NAISSANCE D'UNE IDÉOLOGIE ANTISÉMITES RÉVOLUTIONNAIRE (1830-1870)

On relie parfois la naissance de l'antisémitisme moderne à la haine d'une Révolution qui a émancipé les Juifs, le 28 septembre 1791, sous les accents généreux de l'abbé Grégoire et de Stanislas de Clermont-Tonnerre. Mais la théorie contre-révolutionnaire ne s'empare guère du thème antijuif, la critique s'attardant à peine sur la menace potentielle que ferait peser l'acte émancipateur sur la société chrétienne. Hormis un texte tardif de Louis de Bonald dans le *Mercure de France* de février 1806 (« Sur les Juifs »), la contre-révolution se focalise plutôt sur la « fausse philosophie » des Lumières et la franc-maçonnerie, dont l'abbé Barruel construit la logique complotiste. Le vieil antijudaïsme chrétien n'avait guère de chance de prospérer en tant qu'idéologie conquérante dans la mesure où la thèse du peuple décide portait de moins en moins dans une société moderne en voie de laïcisation. Si l'antijudaïsme se perpétue, c'est qu'il se régénère sur un autre mode, le thème de l'asservissement social par les Juifs s'adossant à une nouvelle réalité économique, sociale et politique. C'est la révolution industrielle, avec les effets déstructurants de la modernité sur la société, couplée à la visibilité d'un capitalisme financier qui se déploie sous deux régimes « de droite », la Monarchie de Juillet et le Second Empire, qui vont fournir le cadre pour le développement d'une idéologie propre à la gauche, en particulier à un courant socialiste. Ce ne sont guère les saint-simoniens dont la doctrine met à l'honneur l'industrie, le commerce et la banque, et dont le philo-sémitisme s'accorde à l'ascension de nombreux Juifs dans les secteurs de la nouvelle société. Il faut ici prendre en compte l'adhésion de la communauté juive au régime de Juillet qui poursuit de façon décisive l'œuvre émancipatrice, en étant en cela porteur d'espoir : le catholicisme n'est plus religion d'État, une subvention est accordée au culte israélite, l'humiliant serment *more judaico* est aboli, l'égalité civique se consolide, des personnalités sont promues¹³. Ce sont effectivement les années où tout change pour les Juifs de France (47 000 personnes en 1831, 74 000 en 1848¹⁴). C'est pour cela que Paris acquiert une attraction juridique, économique et intellectuelle sur les hommes d'affaires juifs européens qui vont y constituer des dynasties locales selon un « schéma Rothschild » appelé à se perpétuer sous la III^e République¹⁵. Le cadre de l'hostilité des autres doctrinaires du socialisme, déjà en rivalité féroce avec

13. Adolphe Crémieux, grand défenseur de l'émancipation des Juifs, est élu en 1842.

14. Gilbert Roos, *Les Juifs de France sous la Monarchie de Juillet*, Paris, Honoré Champion, 2007.

15. Voir Cyril Grange, *Une élite parisienne. Les familles de la grande bourgeoisie juive, 1870-1939*, Paris, CNRS Editions, 2016.

les saint-simoniens (« valets des Juifs »), était tout trouvé. Ceux-là n'ont désormais de cesse de dénoncer des régimes qui favorisent de façon éhontée le capitalisme financier dont les nouveaux féodaux corrompent la société. Comme l'écrit avec élégance Paul Bénichou : « La haine des Juifs s'inscrit sur un drapeau d'émancipation¹⁶ ». Celui que brandissent Charles Fourier et son disciple Alphonse Toussenel.

1. La finance, voilà l'ennemi !

a. Les « patriarcaux improductifs » selon Fourier

Si Charles Fourier faisait si aisément sienne la vieille condamnation chrétienne de l'« usure juive », c'est qu'à la différence de Saint-Simon, il vomissait le commerce et la banque. On le remarque dès 1808 dans sa *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales*. Et c'est en raison de la crainte d'une expansion de ce qu'il qualifie de « lèpre du corps social » que l'ancien voyageur de commerce considère désastreuse l'émancipation civique des Juifs. Une « rétrogradation libérale », pire que « les progrès de l'esprit mercantile » et « les scandales industriels », ce qu'il dénonce dans *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire de 1829* et la *Théorie de l'unité universelle de 1838* :

« À ces vices récents, tous vices de circonstance, ajoutons le plus honteux, l'admission des Juifs au droit de cité. Il ne suffisait donc pas des civilisés pour assurer le règne de la fourberie ; il faut appeler au secours les nations d'usuriers, les patriarcaux improductifs. La nation juive n'est pas civilisée, elle est patriarcale, n'ayant point de souverain et croyant toute fourberie louable, quand il s'agit de tromper ceux qui ne pratiquent pas sa religion¹⁷ ».

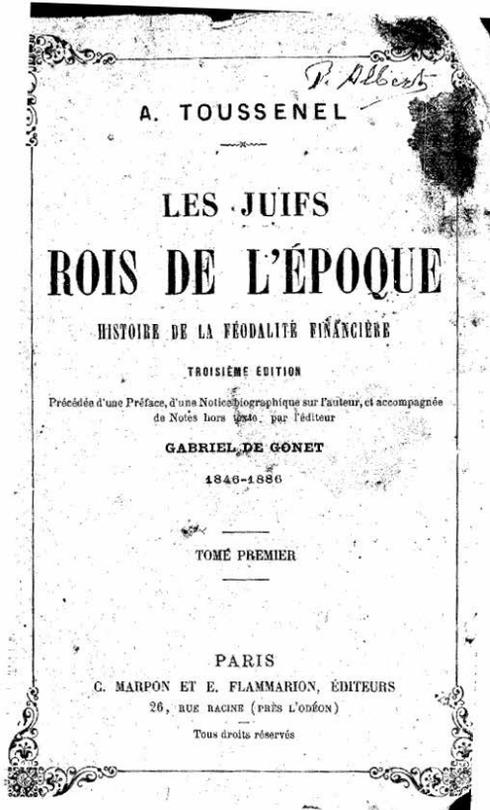
Haïssant la nature patriarcale du peuple juif, faisant une lecture péjorative de l'Ancien Testament, Charles Fourier ne fait toutefois pas du Juif l'origine des malheurs du monde. Il est coupable de vouloir accélérer le règne de la marchandise, c'est pourquoi il doit être remis à sa place. Ainsi Charles Fournier inclut-il dans le *Nouveau Monde industriel et sociétaire* un train de mesures coercitives : rééducation, travail productif, *numerus clausus*, surveillance, éloignement des frontières et des ports, etc. Relativement dispersée dans l'œuvre de Fourier, la judéophobie va se systématiser chez ses disciples qui vont en faire un élément central de leur socialisme, où brille le journaliste Alphonse Toussenel, opposant résolu à la monarchie après s'être aperçu que ses ministres « vendaient la France aux Juifs ».

16. Paul Bénichou, *op. cit.*

17. Cité dans Léon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme. De Voltaire à Wagner*, Paris, Calmann-Lévy, 1968, p. 382.

b. Les « rois de l'époque » selon Alphonse Toussenel

Couverture du livre d'Alphonse Toussenel



Zeev Sternhell a considéré que la pensée de l'auteur des *Juifs, rois de l'époque* constituait « un modèle quasi parfait de l'antisémitisme moderne¹⁸ ». L'intérêt historique du livre de Toussenel, publié en 1845 à la Librairie de l'École sociétaire, est en effet d'être la matrice intellectuelle d'une des formes de l'anticapitalisme socialiste du XIX^e, qui utilise le terme de « juif » pour dénoncer le règne de l'argent, et celui de la spéculation contre le travail, avec toutes les professions qui y sont reliées. « J'appelle, comme le peuple, de ce nom méprisé de juif, tout trafiquant d'espèces, tout parasite improductif, vivant de la substance et du travail d'autrui », écrit Toussenel¹⁹. Militant socialiste convaincu, idéalisant la Révolution de 1789 (« la plus magnifique explosion de lumière et de justice qui ait

18. Zeev Sternhell, *op. cit.*, p. 186.

19. Alphonse Toussenel, *Les Juifs, rois de l'époque. Histoire de la féodalité financière*, Paris, Marpon et Flammarion Éditeurs, 1888, p. 25.

jusqu'à ce jour éclaté sur le monde »), collaborateur de Victor Considerant à *La Démocratie pacifique*, membre en 1848 de la Commission du travail du Luxembourg, c'est bien parce qu'il est socialiste qu'Alphonse Toussenel est antisémite²⁰. Et c'est à son contenu socialiste antisémite que son livre doit sa bonne réception dans les milieux socialistes, connaissant de nombreuses rééditions jusqu'en 1888. Deux dénonciations assurent ce succès. Tout d'abord, celle de la haute finance, nouvelle féodalité associée aux Juifs, censée prospérer rapidement sur fond d'une France décadente où règnent l'impuissance parlementaire et l'inertie du pouvoir. Il s'agit là d'une « pensée antispéculation » essentielle pour comprendre le passage de l'antijudaïsme chrétien à l'antisémitisme social. La haine contre la spéculation, l'agiotage, le mercantilisme et la ploutocratie se situe à l'intersection de rejets analogues : antisémitisme, antiprotestantisme, xénophobie. « Capital » / « travail », « être antisocial » / « être social », « parasite » / « travailleur » : autant de couples d'opposition qui recourent le couple antagonique majeur : « bourgeois-banquier » / « peuple », c'est-à-dire « Juif » / « peuple²¹ ». La seconde dénonciation cible quant à elle le Juif cosmopolite, ennemi des patries. Pour une gauche républicaine et socialiste qui se proclame « patriote » en souvenir de la Révolution et de Valmy, le crime est majeur :

« Le Juif n'est jamais que campé sur le sol qu'il habite. Il ne veut pas s'y attacher par les liens de la propriété, parce qu'il sait que ces liens gêneraient ses allures, l'empêcheraient de courir là où le trafic l'appelle. Ce manteau de la patrie pesait sur ses épaules, et il s'est débarrassé du vêtement incommode. Le trafiquant anglais, américain, hollandais ne tient pas plus au sol que le trafiquant juif²² ».

Les glissements peuvent ainsi facilement s'opérer : du Juif cosmopolite à la finance sans frontière et au capitalisme international dominé par une Angleterre « enjuivée ». L'antisémitisme et l'anglophobie (en attendant l'antiaméricanisme) sont appelés à se chevaucher longtemps au sein d'une fraction du socialisme en ayant leurs racines dans une critique morale du capitalisme²³. Pour l'heure, lors des élections de 1849, Toussenel oppose le « parti français » au « parti juif ».

20. En 1933, à Montreuil-Bellay, pour le 130^e anniversaire de sa naissance, l'orateur du Parti socialiste - Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) nie l'antisémitisme de Toussenel au motif qu'« il était trop bon et trop juste pour cela ». On peut noter que le *Dictionnaire Maitron* du mouvement ouvrier n'évoque pas son antisémitisme.

21. Jean-Philippe Schreiber, « *Les Juifs, rois de l'époque* d'Alphonse Toussenel, et ses avatars : la spéculation vue comme anti-travail au XIX^e siècle », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 2001/79-2, pp. 533-546 [en ligne].

22. Alphonse Toussenel, *op. cit.*, pp. 47-48.

23. Alphonse Toussenel a eu les honneurs de la presse « collabo », voir Ceri Crossley, « Anglophobia and Antisemitism: the Case of Alphonse Toussenel », *Modern and Contemporary France*, 12-4, 2004, pp. 459-472 [en ligne].

Le titre *Les Juifs, rois de l'époque* influence en 1846 le socialiste chrétien Pierre Leroux qui le reprend dans un article de la *Revue sociale*, où il s'en prend à « l'esprit juif », à Rothschild et à l'Angleterre. Il en est de même pour le très républicain Jules Michelet qui, la même année, dans *Le Peuple*, mêle les accents anglophobes et antisémites. Mais d'autres socialistes comme Louis Blanc, Constantin Pecqueur ou Etienne Cabet sont imperméables au récit antisémite de Toussenel, et ce contrairement à Karl Marx.

2. Marx antisémite ?

a. À propos de la question juive

« L'argent est le dieu jaloux d'Israël, devant qui nul autre dieu ne doit subsister [...]. La nationalité chimérique du Juif est la nationalité du commerçant, de l'homme d'argent [...]. Nous reconnaissons donc dans le judaïsme un élément antisocial universel [...] »²⁴. Dans ce texte de 1844, Marx a des formulations ambiguës voire choquantes qui ne doivent toutefois pas être détachées de l'argumentaire général. Dans un premier temps, Marx assure que l'émancipation politique réclamée par les Juifs n'est pas l'émancipation véritable car elle ne les déjudaiserait pas nécessairement. Dans un second temps, il critique la société de son époque qu'il dépeint comme juive « jusqu'au tréfonds » pour son asservissement à l'argent. D'où la formule inouïe : « L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme ». En écrivant ces lignes à Paris, Marx, qui refuse de se reconnaître comme juif, se soumet sans doute à l'idéologie socialiste dominante du fouriérisme qui caricature les pratiques sociales juives²⁵. Ce qu'il veut schématiquement montrer, c'est que les Juifs concentrent le poids de l'aliénation par l'argent en raison de leur histoire. La judéité étant ainsi liée à l'aliénation humaine, leur émancipation ne fait qu'aliéner la société. Aussi seule la disparition des Juifs (de leur « essence pratique ») peut-elle briser le processus d'aliénation. La démonstration peut paraître opaque pour nombre de militants. On comprend qu'embarrassé par ce texte de Marx, le PCF ne le publiera jamais dans ses maisons d'édition.

24. Karl Marx, *La Question juive*, avec une introduction de Robert Mandrou, Paris, U. G. E., coll. « 10 18 », 1968, pp. 13-43.

25. Le séjour à Paris de Marx se déroule d'octobre 1843 à février 1845, soit entre la mort de Fourier en 1837 et les écrits de Toussenel et Leroux entre 1845-1846.

b. Un procès anachronique ?

Le contenu et le sens d'À propos de la question juive a occasionné un vif débat. S'attachant au discours, et au prix d'une lecture parfois décontextualisée et littéraliste, nombre d'auteurs ont conclu à l'antisémitisme du jeune Marx : Léon Poliakov²⁶, Robert Misrahi (*Marx et la question juive*, 1972), Elisabeth de Fontenay (*Les Figures juives de Marx*, 1973), Jean Ellenstein (*Marx*, 1981), Bernard Lewis (*Sémites et antisémites*, 1986), André Sénik (*Marx, les Juifs et les droits de l'homme*, 2011). Pour d'autres, qui font la part de la réalité humaine et de l'idéal-type ou de la métaphore comme du poids du contexte des années 1840, le futur auteur du Capital ne peut être qualifié comme tel : ainsi Robert Mandrou (dans l'introduction au texte de l'édition 10/18, de 1968), Enzo Traverso (*Les Marxistes et la question juive*, 1990), Jacques Aron (*Karl Marx, antisémite et criminel ?* 2005), ou encore Michel Dreyfus²⁷. Que Marx ait été antisémite ou non n'est pas central. Ce qui compte pour l'histoire des idées, c'est que Marx donne des arguments aux antisémites de gauche qui s'appuieront désormais sur ce texte de 1844, comme Augustin Hamon en 1889 dans *L'Agonie d'une société*. Ou sur *Les Luttes de classes en France*, l'ouvrage de Marx le plus lu avec le *Manifeste*, par les militants français, où il parle encore des « Juifs de la Bourse ». Ils peuvent aussi se référer à Engels pour lequel l'antisémitisme était une « variété du socialisme féodal » et, somme toute, un stade préliminaire du véritable socialisme.

3. Proudhon : l'antisémitisme sous l'anarchie

Il est significatif que le premier journal antisémite français, l'hebdomadaire *L'Anti-Juif* lancé le 18 décembre 1881 en se présentant comme « organe de défense sociale », fasse de nombreuses références à Pierre-Joseph Proudhon. Derrière le critique anarchiste de l'État, le chantre du fédéralisme européen et l'authentique socialiste qui imaginait une Banque du peuple en 1849, il y a en effet un homme aux convictions antisémites avérées. Pour l'auteur de *Qu'est-ce que la propriété ?* les Juifs prospèrent sur fond de décadence générale, en Europe comme en France, rendant « la bourgeoisie, haute et basse, semblables à eux²⁸ ». Dispersées dans son œuvre maîtresse, *De la justice dans la Révolution et dans l'Église*, ses diatribes antijuives les plus radicales sont réservées à ses *Carnets*, non publiés de son vivant, où il laisse libre cours à ses multiples haines contre les Juifs, mais aussi contre les Anglais, le libre-échange, les femmes, et les étrangers. Ainsi, ce passage de 1864 qui fait basculer dans une autre époque :

26. Léon Poliakov, *op. cit.* pp. 432-440.

27. Michel Dreyfus, « Marx antisémite ? », *Revue Alarmer*, 4 février 2020 [en ligne].

28. Cité dans Léon Poliakov, *op. cit.*, p. 386.

« Juifs : Faire un article contre cette race, qui envenime tout, en se fourrant partout, sans jamais se fondre avec aucun peuple. Demander son expulsion de France, à l'exception des individus mariés avec des Françaises. Abolir les synagogues, ne les admettre à aucun emploi, poursuivre enfin l'abolition de ce culte. [...] Le Juif est l'ennemi du genre humain. Il faut renvoyer cette race en Asie, ou l'exterminer²⁹ ».

On explique cette radicalité par l'influence de Fourier, sa polémique avec Marx (le « ténia du socialisme »), sa proximité avec le monde de l'artisanat préindustriel et anticapitaliste, mais aussi par ses hantises : celle des étrangers qui concurrencent le travail français, et des femmes (« la femme est un diminutif de l'homme³⁰ »). L'héritage proudhonien est certes multiple. Mais on ne s'étonne pas de voir sa face sombre, socialiste antisémite, mobilisée au début de l'Occupation par la presse collaborationniste de gauche³¹.

Il est patent que la haine du Juif en ces années d'ascension du capitalisme est censée incarner la vertu et la morale. Toussenel écrit qu'il n'a pas pu trouver « de meilleur nom que celui de juif pour désigner ceux que j'ai voulu flétrir ». Ce n'est pas le Juif en tant que tel qui est voué aux gémonies, mais ce qu'il incarne : le capitalisme et le règne de la ploutocratie. Ici, Marx ne fait pas exception. Ce faisant, les Juifs corrompent la morale et représentent des formes d'illégitimité inacceptable pour tous ceux qui aspirent à une refondation socialiste de la société. En les accusant, l'antisémite ne fait que démasquer la corruption cachée derrière la scène du pouvoir, sa haine incarnant la vertu.

II. AU TEMPS DE LA GAUCHE RÉACTIONNAIRE (1870-1898)

Le dernier tiers du XIX^e siècle voit s'opérer la convergence de deux courants : l'un violemment antichrétien, matérialiste et athée ; l'autre scientiste et racialisé. Elle est à la base de l'épanouissement d'une « gauche réactionnaire » largement perméable à un antisémitisme redynamisé par l'anthropologie raciale. Pour ce socialisme révolutionnaire où les blanquistes sont nombreux, la république bourgeoise enjuivée est désormais l'ennemi total.

29. Léon Poliakov, *op. cit.*, p. 388

30. Pierre-Joseph Proudhon, *Carnets*, Paris, Marcel Rivière & Cie, 1960-74 t. IV, p. 154.

31. Par exemple, le journal *L'Atelier*, dans des articles des 7 et 14 décembre 1940, et 3, 11 janvier, 1^{er} février 1941.

1. Un antisémitisme revisité : antichristianisme et racialisme

L'importance de cette séquence historique réside dans le glissement de la religion à la race et du métonyme « Juif » au Juif réel, « scientifiquement » racialisé en tant que « Sémite », qui donne sens au terme « antisémitisme » officialisé en 1879 par le journaliste socialiste allemand Wilhelm Marr³². Cette synthèse idéologique va se révéler explosive en France. Au sein de la tradition républicaine et socialiste, il existe un courant matérialiste, athée et scientifique héritier de l'antijudaïsme rationaliste inspiré par Voltaire de la fin du XVIII^e siècle³³. Cet athéisme va être un terrain propice à l'historicisme racial qui évoque désormais une « race sémitique » matrice du christianisme en l'opposant aux « Aryens ». La perméabilité à l'anthropologie raciale du temps est manifeste dès 1866, au journal *La Libre-Pensée*, où un Christ sémite, issu d'une « race inférieure », sectatrice d'une religion barbare, est opposé à la « race vraiment apte à la civilisation » des Aryens, qui ont inspiré le « génie grec », cet « athéisme divinisé³⁴ ». Ce discours est commun à toute la galaxie blanquiste déjà fortement influencée par Toussenel, et au sein de laquelle peuvent être remarqués Ernest Gellion-Danglar, Albert Regnard et Gustave Tridon. Le premier, qui a écrit pas moins de quinze articles dans la *Pensée nouvelle* sur le « virus sémite », est l'auteur en 1882 d'un ouvrage à fort impact dans ces milieux : *Les Sémites et le sémitisme*. L'approche racialiste s'y révèle ouvertement :

« Il est bien évident, et il suffit de parcourir l'histoire pour s'en convaincre, que le rameau aryen ou indo-européen a seul produit les grandes civilisations et possède seul la notion de la justice et la conception du beau. Les civilisations sémitiques, si éclatantes qu'elles paraissent, ne sont que de vaines images, des parodies plus ou moins grossières, des décors de carton peint, que certaines gens ont la complaisance de prendre pour des œuvres de marbre et de bronze³⁵ ».

La conclusion de ce glissement racialiste est sans appel : la société doit se « purifier du sémitisme qui a infecté tous ses organes et jusqu'à sa moelle³⁶ ». L'ancien communard Albert Regnard, auteur en 1890 d'*Aryens et Sémites*, célèbre quant à lui dans son journal

32. Au moment où un autre socialiste allemand, Eugen Dühring, légitimait l'antisémitisme racial par les sciences naturelles « qui dissipent le brouillard idéologico-confessionnel » et « qui font ressortir dans leurs fraîches couleurs naturelles les propriétés spirituelles et corporelles des peuples ».

33. Fadiéy Lovsky, « L'antisémitisme rationaliste », *Revue d'histoire et de philologie religieuse*, 1950/30 – 3, pp. 176-199.

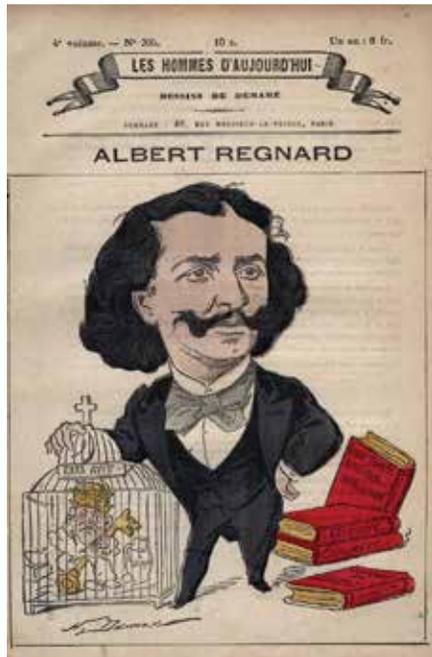
34. Dans sa *Bible de l'humanité* publiée en 1864, Michelet rend déjà l'Ancien Testament étranger aux « peuples de la lumière » de la « race européenne ». Voir Marc Crapez, *La Gauche réactionnaire. Mythes de la plèbe et de la race*, op. cit., pp. 137 et 163.

35. Ernest Gellion-Danglar, *Les Sémites et le sémitisme aux points de vue ethnographique, religieux et politique*, Paris, Maisonneuve, 1882, p. 6.

36. *Ibid.*, p. 7.

La Révolution les « trois grandes époques du monde aryen » (l'Antiquité, la Renaissance, la Révolution française), sans manquer de faire le procès des « faux socialistes » qui « ont également oublié l'idée de race et de patrie³⁷ ».

Caricature d'Albert Regnard [1836-1903] par Henri Demare [1846-1888] parue dans *Les Hommes d'Aujourd'hui*, n°204



Crédit Photo : Stefano Bianchetti / Bridgeman Images

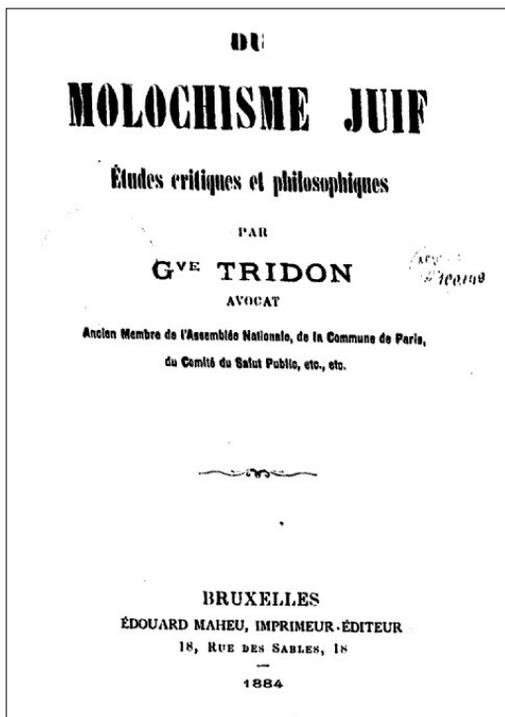
Quant à Gustave Tridon, bras droit d'Auguste Blanqui, membre de la commission militaire de la Commune, et honoré pour *Du molochisme juif* – écrit en 1867 mais publié en 1884, treize années après sa mort – il voit dans l'athéisme l'accomplissement de la civilisation occidentale et dans « les Sémites » :

« l'ombre dans le tableau de la civilisation, le mauvais génie de la terre. Tous leurs cadeaux sont des pestes. Combattre l'esprit et les idées sémitiques est la tâche de la race indo-aryenne. [Car] le Sémite présente quelque chose de raide, de dur, de concentré. Un mur semble s'interposer entre lui et les autres nations, au point de vue moral toutefois, car il ne s'est jamais fait faute d'entrer en contact avec les Gentils dans le but de les exploiter³⁸ ».

37. Marc Crapez, *op. cit.*, p. 80 et 139.

38. Gustave Tridon, *Du Molochisme juif : études critiques et philosophiques*, Bruxelles, Edouard Maheu Imprimeur-Éditeur, 1884, pp. 43-44.

Couverture du livre de Gustave Tridon *Du molochisme juif* :
études critiques et philosophiques



Un seul mot d'ordre doit donc être tiré : celui que propose de l'autre côté de la frontière le professeur de droit racialisé Edmond Picard, membre du Parti ouvrier belge (POB) et sénateur socialiste de la province du Hainaut, chroniqueur hebdomadaire au *Peuple*, inlassable porteur de lois sociales au Parlement :

« Mettons à l'ordre du jour du droit et du socialisme, qui désormais n'est plus un épouvantail, mais un vaste institut de science où se rencontrent et travaillent les esprits avides de justice de toutes les classes : l'antisémitisme. [...] S'il est vrai, comme l'a dit Benoit Malon dans une belle formule, que le socialisme est l'aboutissement synthétique de toutes les activités progressives de l'humanité présente, c'est à lui, c'est à ses jurisconsultes, à ses légistes, à ses hommes d'État, à ses savants de se charger du péril juif en se débarrassant une fois pour toutes des hésitations d'un faux libéralisme qui a accueilli et défendu le Juif par antipathie pour le catholicisme³⁹ ».

39. Edmond Picard, *Synthèse de l'antisémitisme*, Paris, Albert Savine, 1892, pp. 119 et 123. Pour Picard, « la cause, la vraie cause [de l'antisémitisme], est dans l'antipathie de race, et dans le danger, confusément perçu, de la domination d'une race sur une autre » [p. 56]. Voir Laetitia Guerlain, « Refonder le droit sur la race : la philosophie juridique d'Edmond Picard », *Droit et Société*, 2021/3, n° 109, p. 571-581 [en ligne].

Déjà instrument de combat contre le capitalisme, l'antisémitisme devient pleinement révolutionnaire en symbolisant la lutte contre les valeurs de la démocratie libérale et de la société bourgeoise.

2. Un antisémitisme instrumentalisé : contre la République bourgeoise

a. Le néo-hébertisme contre « les rois de la République »

La mouvance « néo-hébertiste », qui se revendique comme le parti intemporel de la Révolution, celui de la pureté révolutionnaire, est apparue sous le Second Empire et la Commune avant de constituer une sensibilité sous la III^e République. Elle valorise hautement la mémoire des sans-culottes avec leur idéal de démocratie directe et leur égalitarisme, se défiant du parlementarisme et de ses discours lénifiants, repérant la vérité dans l'instinct populaire infailible qui sait cibler les « gros » et les « cosmopolites de l'or », ces « tripoteurs aux mains crochues » et au « nez crochu » que conspuait régulièrement le *Père Duchesne* des années 1880-1890. Tridon, qui a publié *Les Hébertistes* en s'attachant à construire un mythe mobilisateur, voit ainsi « la plèbe [porter] dans ses entrailles comme un dépôt sacré⁴⁰ ». Cette célébration du peuple « sentinelle » va permettre de faire la synthèse idéologique entre l'anticapitalisme, l'antilibéralisme et l'antiparlementarisme. C'est une machine de guerre contre la république démocratique et bourgeoise des « Jules⁴¹ » qui ménage au même moment une place à une élite sociale juive. Le couplage du rejet de la représentation parlementaire avec l'antisémitisme avait été formulé par Blanqui lui-même qui, sous la Deuxième République, considérait que « le suffrage universel [était] l'intronisation définitive des Rothschild, l'avènement des Juifs⁴² ». La presse communarde peuplée de blanquistes, *Le Drapeau rouge* en tête, avait embrayé en stigmatisant les « Juifs cosmopolites ». Avant que dans son premier numéro du 18 décembre 1881, l'hebdomadaire socialiste *L'Anti-Juif* ne dénonce « la féodalité mercantile » qui « s'est installée au cœur de nos institutions (...) appuyant de ses deux pieds sur la gorge de la République et du Peuple ». Mais la notoriété en la matière est acquise par Auguste Chirac, déjà auteur en 1876 de *La Haute Banque et les révolutions* où il s'en prenait aux « princes d'Abraham » et aux « ducs d'Isaac ». Avec son livre de 1883, *Les Rois de la République : histoire des juiveries*, il s'attaque simultanément à « la juiverie » selon « la formule de Moïse », la « juiverie » selon « la formule de Jésus »

40. Marc Crapez, *op. cit.*, p. 65.

41. La « République des Jules » désigne une période de la Troisième République en France, au cours de laquelle des personnalités politiques au nom de Jules ont eu une influence particulière comme les présidents Jules Grevy (1879-1887), Jules Ferry (1883-1885), et le président du Conseil des ministres Jules Simon (1876-1877).

42. Cité dans Zeev Sternhell, *op. cit.*, p. 189.

et à la « juiverie des jésuites ». Ainsi présenté à des militants ouvriers, l'antisémitisme devient, écrit Zeev Sternhell, « un aspect de la grande lutte du bien contre le mal, des Lumières contre la réaction, de la raison contre l'obscurantisme⁴³ ». La légitimation pleine et entière ne tarde plus.

b. La Revue socialiste ou l'antisémitisme légitimé

La Revue socialiste de Benoît Malon, inaugurée en 1885, entendait dégager le socialisme de toutes ses querelles d'école et de sectes. Mais Malon se révèle vite faussement neutre. Il a intégré sans vergogne l'antisémitisme historique (Aryens/Sémites) et il ouvre un large espace aux blanquistes antisémites. Il offre ainsi à Auguste Chirac une série de six articles sur l'agiotage de 1885 à 1887. Il a accueilli l'auteur des *Rois de la République* car, dit-il, « la presse judaïsée comprit le danger et fit la conspiration du silence (...) Appelé par nous, il apporta à *La Revue socialiste* ses magnifiques études⁴⁴ ». L'autre ténor blanquiste, Regnard, rédigea une série de sept articles sur « Aryens et Sémites » entre 1887 et 1890 où est réitérée l'idée d'une « excellence de la race aryenne » qui « seule est en mesure de préparer et d'accomplir l'achèvement suprême de la rénovation sociale⁴⁵ ».

Première page de l'article « Aryens et Sémites » dans *La Revue socialiste* [1890]



43. Zeev Sternhell, *op. cit.*, p. 200.

44. Cité dans Marc Crapez, *op. cit.*, p. 200.

45. Cité dans Zeev Sternhell, *op. cit.*, p. 192.

Si l'on ajoute que la revue fait le panégyrique de Gustave Tridon et recense avec complaisance *La France juive* de Drumont, en y voyant un livre qui mérite « d'être discuté et par la multiplicité des questions qu'il soulève et par la brutale franchise des appréciations⁴⁶ », un lecteur peut penser que l'antisémitisme est l'une des voies possibles du socialisme français. Cette légitimation sous un angle social et anticapitaliste de l'antisémitisme prépare ainsi le ralliement d'une fraction de la gauche au boulangisme, qui s'épanouit depuis 1886, et que l'ancien rédacteur blanquiste à *Drapeau rouge* sous la Commune, Lucien Pemjean, (*Cent ans après, 1789-1889*) et l'anarcho-socialiste Augustin Hamon (*L'Agonie d'une société*) perçoivent démocratiquement.

c. De la Commune au boulangisme

Le mouvement boulangiste, d'aussi courte durée fût-il, de 1887 à l'automne 1889, a suscité nombre d'interprétations. On peut y voir une crise essentiellement politique autour du mot d'ordre de « révision », où convergent radicaux et conservateurs unis temporairement contre la « République absolue ». On peut y repérer un dégoût profond pour le parlementarisme bourgeois avec l'émergence d'une « droite révolutionnaire » atypique. On peut enfin le résumer par sa dimension protestataire, démagogique et hétéroclite en faisant le premier « populisme nationaliste ». L'une des dimensions intéressantes de cet épisode politique reste le ralliement d'une fraction socialiste se définissant comme patriote, antilibérale et antiparlementaire, soit un boulangisme de gauche, cherchant à utiliser le général Boulanger et son mouvement dans une perspective révolutionnaire de régénération de la République, fidèle à l'idéal de 1793 et à celui de la Commune. Jacques Julliard écrit que « le boulangisme fut moins un refus de la République qu'un refus de sa confiscation⁴⁷ ». Par les Juifs, dirent nombre de ces boulangistes de gauche. Si Boulanger et Déroulède ne firent pas de l'antisémitisme un thème majeur de leurs campagnes, il reste que nombre de ces socialistes, souvent blanquistes et anciens communards, entendent ne pas négliger la puissance mobilisatrice du sentiment antijuif contre l'ordre républicain établi. Comme l'écrivit l'ex-député boulangiste Mermeix (de son vrai nom Gabriel Terrail) en 1892, dans les couches profondes du boulangisme, « le socialisme, c'était la guerre aux Juifs⁴⁸ ». Ancien commandant d'un bataillon communard, célèbre pour son *Appel aux Communeux* de 1874, l'ultra blanquiste Ernest Granger soutient l'antisémitisme économique parce qu'il présente la solution sociale sous une forme « incomplète mais merveilleusement accessible aux masses dépouillées qui

46. Zeev Sternhell, *op. cit.*, p. 196.

47. Jacques Julliard, *Les Gauches françaises, 1762-2012. Histoire et politique*, Paris, Flammarion, coll. « Champs histoire », 2012, p. 386.

48. Mermeix, *Les Antisémites en France : notice sur un fait contemporain*, Paris, E. Dentu éditeur, 1892, p. 42.

voient les effets beaucoup mieux qu'elles ne comprennent les causes⁴⁹ ». Passé par la Bourse du travail de Nantes, proche de Fernand Pelloutier, futur membre du comité directeur de *La Revue socialiste*, Augustin Hamon exprime très bien en cette année 1889 ce populisme antisémite qui récuse la République bourgeoise de Ferry et son affairisme :

« Dans ce milieu bourgeois, le Juif s'est alors introduit, flattant les uns, insultant les autres, se servant de quelques-uns et volant tout le monde. Parti de rien, il arrive à tout dominer. Il a corrompu avec rapidité cette classe qui ne demandait qu'à l'être, parce que l'absence de moralité lui procurait de sérieux bénéfices. [...] Nous pensons que le mouvement politique boulangiste qui a envahi notre pays est un indice certain de l'écœurement du peuple et de l'approche d'une rénovation sociale, en un mot de l'enfantement d'une nouvelle organisation. Nous entendons dans la mesure de nos moyens, porter un coup de plus aux financiers, aux possédants, aux exploiters juifs ou judaïsants⁵⁰ ».

Donc un programme qui semble ne pas être contradictoire avec l'humanisme laïc que revendique ce père de la psychologie sociale. Ainsi, l'on comprend pourquoi le bouillant homme-symbole de la Commune et directeur de *L'Intransigeant*, Henri Rochefort, voit dans la victoire de l'union des gauches républicaines aux élections législatives de l'automne 1889, « le triomphe de la juiverie⁵¹ ». Le socialiste Francis Laur, élu boulangiste à Saint-Denis sur un programme antijuif et fils adoptif de George Sand (elle-même peu amène sur la « puissance juive »), se spécialise tout au long de son mandat dans la dénonciation de l'« emprise juive sur l'économie nationale⁵² ». Lucien Pemjean, rallié au boulangisme par haine du régime parlementaire, ancien anarchiste athéiste et auteur de *La Revanche de la raison*, épouse, quant à lui, les thèses de Drumont⁵³. Ce « social-chauvinisme » évoqué par Marc Crapez, dont une troupe importante se fond dans le camp antidreyfusard, devient progressivement perméable aux thèses national-populistes avec l'intégration parlementaire de la forme républicaine, par une majorité de socialistes, dans ce qui va constituer la synthèse jaussienne. La clarification idéologique est alors proche.

49. Cité dans Marc Crapez, *op. cit.*, p. 202.

50. Augustin Hamon, *L'Agonie d'une société. Histoire d'aujourd'hui*, Paris, Albert Savine Editeur, 1889, Introduction, p. I-VI. Son second livre de 1891 co-écrit avec Georges Bachot, *Ministère et Mélinite. Étude sociologique*, Albert Savine Editeur, développe encore la thématique du complot juif. Ce socialiste breton, animateur dans les années 1930 de la revue *La Charrue rouge*, saura retraduire cette obsession en enquête sociale sur les « financiers » dans son livre, *Les Maîtres de la France*, à une époque où il mêle philosoviétisme enthousiaste et antifascisme.

51. Dans un article du *Courrier de l'Est* du 20 octobre 1889, cité dans Zeev Sternhell, *op. cit.*, p. 203.

52. Laurent Joly, « Antisémites et antisémitisme à la Chambre des députés sous la Troisième République », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007/3, n° 54-3, pp. 63-90 [en ligne].

53. Auteur en 1934 de *La Mafia judéo-maçonnique*, il écrit dans *Au Pilon* sous l'Occupation et dirige un « Comité de vigilance nationale pour la solution radicale de la question juive ».

III. MARGINALISATION DE L'ANTISÉMITISME DE GAUCHE ? [1898-1914]

L’Affaire Dreyfus est considérée, à juste titre, comme le moment où la gauche socialiste, bousculée par la mobilisation des intellectuels et fédérée par Jean Jaurès, opère un *aggiornamento* idéologique en marginalisant sa fraction antisémite. Si le socialisme majoritaire se blanchit au regard de ses errements antérieurs, c’est loin d’être le cas pour la gauche radicale du syndicalisme révolutionnaire tout à sa guerre contre le « dreyfusisme au pouvoir ».

1. La lente clarification dreyfusarde

a. Le combat manqué des guesdistes

Il faut réfuter l’idée selon laquelle Jules Guesde était antisémite. Son choix personnel est clair au moment où s’amorce le combat pour la révision du procès de Dreyfus. « La lettre de Zola [...] c’est le plus grand acte révolutionnaire du siècle ». Il est vrai que le Parti ouvrier français (POF) n’avait pas ménagé ses attaques depuis le début de l’Affaire contre le cléricanisme et le militarisme, voyant dans la condamnation d’un officier un signe prometteur du déclin du sens national bourgeois. Le vrai traître restait le Capital. Mais du côté des fédérations du POF, les choses sont moins nettes. Alors que dans le Nord, les militants sont plutôt favorables à la révision, il n’en va pas de même dans le bastion du Midi où l’on s’en tient à la chose jugée, *La République sociale* de Narbonne accusant « les youtres de la Finance et de la politique » de vouloir innocenter un coupable⁵⁴. Il est vrai que les militants languedociens peuvent être influencés par la présence en leurs rangs de l’idéologue darwino-raciste Georges Vacher de Lapouge, auteur de *L’Aryen. Son rôle social*, et qui professe alors son cours libre de science politique à l’université de Montpellier en étant attentif à « souder l’histoire à la biologie⁵⁵ ». C’est sur ce fond de trouble militant et de judéophobie latente que s’opère le retrait guesdiste du combat dreyfusard, signalé par le Manifeste du 24 juillet 1898 qui déclare que « la place n’est ni d’un côté, ni de l’autre des factions militaires aux prises » et que « les prolétaires

54. Gilles Candar, « Jules Guesde, le combat manqué », *Mil neuf cent. Revue d’histoire intellectuelle*, n° 11, 1993, p. 50-55.

55. Fondateur du Parti ouvrier à Montpellier, candidat malheureux aux élections municipales de 1888 et 1892, Vacher de Lapouge écrit dans la presse locale et dispense des cours de droit et d’économie politique à la Bourse du travail. Voir Pierre-André Taguieff, « Racisme aryaniste, socialisme et eugénisme chez Georges Vacher de Lapouge [1854-1936] », *Revue d’histoire de la Shoah*, n° 183, 2005/2, p. 69-134 ; et Zeev Sternhell, *op. cit.*, pp. 164-171.

n'ont rien à faire dans cette bagarre⁵⁶ ». Seule compte en effet la lutte de classe et pour Jules Guesde c'est une façon d'opérer un clivage avec Jaurès et les socialistes réformistes. L'anti-antisémitisme ne faisait en effet pas le poids à côté de la sauvegarde de la pureté socialiste du parti.

b. La position tardive de Jaurès

Le député de Carmaux est une véritable statue du Commandeur dans la mémoire du socialisme français, et les quelques propos antisémites qu'il a pu tenir embarrassent toujours ses pieux biographes. Gilles Candar et Vincent Duclert évoquent des « raisons stratégiques regrettables », lorsque Jean Numa-Ducange reconnaît des « préjugés » vite abandonnés⁵⁷. Certes, dans son article de *La Dépêche* du 2 juin 1892 sur « la question juive », il affirme avec force qu'« il n'y a qu'une seule race : l'humanité », et il fustigera souvent les « faux socialistes », véritables « charlatans de la réaction et du boulangisme⁵⁸ ». Il n'empêche qu'il a parlé auparavant de « la banque cosmopolite [qui] livre aux frelons juifs le miel des abeilles françaises ». Et en 1895, au retour d'un voyage en Algérie où il a assisté au congrès du parti socialiste local, il avoue comprendre la mobilisation antisémite contre les Juifs émancipés par le décret Crémieux et qui « accaparent peu à peu la fortune, le commerce, les emplois lucratifs, les fonctions administratives, la puissance publique », croyant y déceler « un véritable esprit révolutionnaire ». Encore, le 7 juin 1898, dans le si commenté discours de Tivoli, le préjugé affleure toujours lorsqu'il laisse entendre que « la race juive, concentrée, passionnée, subtile [...] manie avec une particulière habileté le mécanisme capitaliste, mécanisme de rapine, de mensonge, de corruption et d'extorsion », soulignant quand même que c'est le mécanisme qu'il faut briser et non la race. On peut rappeler qu'avant l'Affaire, Jaurès a entretenu des rapports cordiaux avec des antisémites patentés comme Drumont ou Rochefort et qu'il a cru au tout début à la culpabilité de Dreyfus⁵⁹. C'est à l'écoute de militants et amis que Jaurès découvre la réalité sociale du prolétariat juif, élément essentiel dans le tournant de décembre 1898 et son engagement désormais plein et entier dans le combat dreyfusard. Jaurès, qui a compris que les ennemis des républicains modérés sont aussi les ennemis des socialistes, offre désormais à la République bourgeoise attaquée « l'énergie socialiste » au moment où Guesde confirme son retrait.

56. Cité dans Gilles Candar, *op. cit.*

57. Gilles Candar et Vincent Duclert, *Jean Jaurès*, Fayard, 2014 ; Jean-Numa Ducange, *Jean Jaurès*, Paris, Perrin, 2024.

58. Gilles Candar, « Jaurès et l'antisémitisme », dans Gilles Manceron et Emmanuel Naquet (dir.), *Être dreyfusard hier et aujourd'hui*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, pp. 385-392.

59. *Ibid.*

2. L'exportation vers la nouvelle droite révolutionnaire

Le délestage socialiste de son antisémitisme le plus voyant accompagne la migration de la religion patriotique vers la droite nationaliste au moment où une partie de la gauche évolue vers le pacifisme. Le contexte économique et social de la première mondialisation qui nourrit un clivage entre gagnants et perdants a aussi ses effets. C'est à « la fin d'un monde » que certains assistent, pour reprendre le titre d'un livre de Drumont. Le socle sociologique du national-populisme en est tout trouvé : la petite bourgeoisie, le monde de l'artisanat, une France périphérique que dévoile la liste des souscripteurs antidreyfusards (le « monument Henry⁶⁰ »), et qui n'est pas sans rappeler celle déjà valorisée par Proudhon.

a. Drumont comme passeur

Dans ses mémoires d'antisémite repent, Raphaël Viau, qui fut journaliste dix ans à *La Libre parole* de Drumont, a évoqué l'impact intellectuel de *La France juive*. Celui qui professait alors des « idées républicaines teintées d'un vague socialisme idéaliste » avoue un effet radical : « Je lus, en une semaine, les deux gros volumes que comporte cet ouvrage. Un peu de fièvre aidant, quand j'eus terminé cette lecture, j'étais antisémite⁶¹ ». L'effet de brouillage de son contenu est manifeste. Dans son livre, Drumont se revendique de Toussenel, salue Proudhon, parle avec déférence de la Commune, valorise l'antisémitisme blanquiste en le synthétisant avec l'antijudaïsme traditionnel dans une perspective contre-révolutionnaire qui lui est propre. Marc Crapez parle très justement d'une « nouvelle forme de contre-révolution laïcisée, républicanisée et attentive au socialisme⁶² ». Dans sa notice de 1892 sur *Les Antisémites*, Mermeix en a rendu compte de façon très imagée :

« Celui qui vient d'entendre M. Drumont et qui n'en sait pas plus long s'en va en pensant : “ces antisémites sont tout de même de bons socialistes qui défendent les petits contre les gros et de bons patriotes qui veulent empêcher les juifs allemands de conquérir la France”. Il n'en faut pas davantage pour gagner des électeurs dans ce peuple de Paris si patriote et si droit⁶³ ».

60. Contraint d'avouer être l'auteur des faux accusant Dreyfus, Henry avait été incarcéré au fort du Mont Valérien le 10 septembre 1898 et retrouvé mort le lendemain matin dans sa cellule, la gorge ouverte de deux coups de rasoir. Ce titre de "Monument Henry" avait été ironiquement donné par les dreyfusards, cette souscription ne visant pas l'érection d'une statue mais une aide à la veuve du lieutenant-colonel, souhaitant poursuivre Joseph Reinach en cassation.

61. Raphaël Viau, *Vingt ans d'antisémitisme, 1889-1909*, Paris, Fasquelle, 1910, p. 1.

62. Cité dans Marc Crapez, « Le socialisme moins la gauche. Anticapitalisme, antisémitisme, national-populisme », *Mots*, n° 55, juin 1998, p. 85.

63. Mermeix, *Les Antisémites en France, op. cit.*, pp. 69-70.

Il faut prendre conscience de cette interpénétration qui fonctionne un moment entre les socialistes et Drumont dont le journal, *La Libre Parole*, est géré par un ex-communard, l'ouvrier-bijoutier Jean-Emile Millot, auteur en 1889 d'un appel *Aux prolétaires de France* qui s'en prenait aux « gros capitalistes juifs de la haute banque ». Le journal fait assaut d'anticapitalisme, s'émeut des ouvriers tués à Fourmies, soutient Jaurès et les mineurs de Carmaux. De fait, *La Revue socialiste* accepte sans trop de réserves les principales thèses de *La France juive*. Le journal de Jules Vallès, *Le Cri du peuple*, accueille son auteur dans ses pages en novembre 1888. Autre socialiste rallié au boulangisme, Clovis Hughes, qui vient de *La Libre-Pensée*, écrit désormais sans complexe dans *La Libre Parole*. Pour cet ancien défenseur de la Commune de Marseille, les partisans de Drumont « ont rendu un grand service à la cause de la Révolution sociale, parce qu'en créant des antisémites, ils ont créé des socialistes dans un milieu religieux⁶⁴ ». Et s'il célèbre avec entrain en 1892 l'alliance franco-russe contre l'Allemagne et les Juifs, il rallie *in extremis* le dreyfusisme sept ans plus tard⁶⁵.

b. Le blanchiment idéologique de la gauche

La mémoire de gauche tend à oublier et faire oublier que nombre d'opposants à l'antisémitisme étaient d'abord des conservateurs libéraux, parmi eux, Léonce Reynaud (*La France n'est pas juive*, en 1886), Louis Bernard (*L'Antisémitisme démasqué*, en 1894), Elie Halévy qui note, au temps de l'Affaire, que « rarement bras de mer a séparé deux civilisations si différentes⁶⁶ », ou encore Anatole Leroy-Beaulieu, auteur d'*Israël chez les nations* (1893) avant de déconstruire *Les Doctrines de haine* (1902), comme l'antisémitisme, l'antiprottestantisme et l'anticléricalisme. Le ralliement tardif et décisif des jaoussiens au camp dreyfusard, couplé à la victoire électorale de 1898, vont permettre d'associer socialisme et anti-antisémitisme et de forger le lien structurel si rentable « extrême droite » et antisémitisme. Deux ouvrages complémentaires parus en 1898 sont révélateurs de cette vision occultante des dérives antisémites antérieures : *Socialisme et antisémitisme*, la plaquette pédagogique d'Adolphe Tabarant qui établit l'incompatibilité structurelle et *Antisémitisme et réaction* de Paul Cordier qui affirme au contraire l'affinité. Ce lien sera réactivé comme il se doit par l'antifascisme du xx^e siècle. Simon Epstein a utilement déconstruit à cet égard la théorie des deux France qui oppose la France antidreyfusienne, collaborationniste et d'extrême droite à la France dreyfusienne, résistante et de gauche républicaine, avec le corollaire

64. Cité dans Marc Crapez, *op. cit.*, p. 87.

65. Marc Crapez, *La gauche réactionnaire. Mythes de la plèbe et de la race*, *op. cit.*, pp. 226-227.

66. Jacques Julliard, « Elie Halévy, le témoin engagé », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 17, 1999, pp. 27-44.

si rassurant : la collaboration antisémite de droite est naturelle, celle de la gauche n'est que déviante. On est « scrupuleux à l'extrême dans le décompte des collabos de gauche mais emphatique et globalisateur dans le repérage des collabos de droite⁶⁷ ». Le rapport de la gauche à l'antisémitisme emprunte toujours les mêmes voies aujourd'hui.

3. La survie de l'antisémitisme dans le syndicalisme révolutionnaire

a. L'extrême gauche contre le « dreyfusisme au pouvoir »

Jeune ingénieur dreyfusard, membre de la CGT, collaborant à *L'Avant-Garde* et au *Mouvement socialiste*, Robert Louzon brûle dès 1906 ce qu'il a adoré en voyant « la faillite du dreyfusisme ou le triomphe du parti juif », le « sémitisme » n'étant à ses yeux que l'« émanation du pouvoir de la bourgeoisie⁶⁸ ». C'est en effet dans le syndicalisme révolutionnaire des années 1900 que se réfugie l'ultime forme de l'antisémitisme de gauche⁶⁹. Pour la gauche radicale qui rejette la parlementarisation du socialisme jaressien et ses compromis avec la « démocratie bourgeoise », l'antisémitisme reste « un élément fondamental de la révolte contre le consensus libéral⁷⁰ ». C'est ce qu'illustre les publications du pamphlétaire antimilitariste et ex-dreyfusard Urbain Gohier, qui accable Jaurès dans son *Histoire d'une trahison* (1903) avant d'alerter sur *La Terre juive* (1905) où il fustige l'alliance de « la tribu de Levi » et de « l'armée de Condé », républicanisme et sémitisme se confondant à ses yeux dans *Leur République* (1906)⁷¹. On retrouve également cette critique chez Gustave Hervé dans *La Guerre sociale*, qui voit *L'Humanité* fondée par l'or juif et la main des Rothschild derrière les briseurs de grève⁷², ou encore certaines caricatures sans équivoque de *L'Assiette au beurre* :

67. Simon Epstein, *Un paradoxe. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Paris, Albin Michel, 2008, p. 336.

68. Fondateur en 1925 de *La Révolution prolétarienne* avec Pierre Monatte, anticolonialiste et antifasciste dans les années 1930, Robert Louzon sera à partir des années 1950 et jusqu'à sa mort en 1976 passionnément antisioniste et proarabe.

69. Edmund Silberner, "Anti-jewish Trends in French Revolutionary Syndicalism", *Jewish Social Studies*, XV, juillet-octobre 1953, pp. 195-202.

70. Zeev Sternhell, *op. cit.*, p. 214.

71. Urbain Gohier finira sa carrière antisémite à *L'Ami du peuple* de François Coty dans les années 1930 et au journal collaborationniste *La France au travail* où il ne cesse de critiquer la modération du Commissariat aux questions juives.

72. Zeev Sternhell, *op. cit.*, p. 327.

Caricature de *L'Assiette au beurre*, un hebdomadaire satirique de sensibilité anarchiste, intitulée « Le capitalisme » (juin 1907)



Source : Bibliothèque nationale de France, département Réserve des livres rares, RES G-Z-337.

b. L'évolution antisémite de Georges Sorel

Ancien dreyfusard, Sorel prend ses distances à partir de 1902 avec son ancienne famille en commençant à amalgamer « Juifs » et « Jaressistes ». Déjà repérable dans sa correspondance, cette rupture s'expose dans son livre *Les Illusions du progrès* véritable marqueur de son hostilité, la démocratie devenant chez lui l'incarnation de tous les maux du monde moderne⁷³. En 1909, un an après ses *Réflexions sur la violence*, sa brochure, *La Révolution dreyfusienne*, signe son divorce définitif. On va bientôt constater de nombreux articles où il voue aux gémonies les « intellectuels juifs », ceux qu'il qualifie de « messianiques », l'antisémitisme étant ici la forme la plus extrême de son anti-intellectualisme. Son éloge de l'Action Française après 1911 se fait donc largement sur la base d'une critique commune de la démocratie libérale ouverte aux Juifs. Avec en point d'orgue son plaidoyer de 1919, « Pour Lénine » qui accompagne la réédition de ses *Réflexions*, où se dévoile une fixation sur les « juifs entrés dans

73. Shlomo Sand, « Sorel, les Juifs et l'antisémitisme », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 1984/2, pp. 7-36.

le mouvement révolutionnaire [qui sont] surtout responsables des ordres terroristes reprochés aux bolcheviks⁷⁴ ». Une fixation qui se confirme deux ans plus tard dans sa recension élogieuse de *Quand Israël est roi*, l'ouvrage violemment antisémite des frères Tharaud sur la révolution hongroise. Au seuil de la mort, au moment où naissent des régimes nouveaux en Russie et en Italie, le vieux syndicaliste révolutionnaire appelle toujours à la liquidation des « orgueilleuses démocraties libérales ».

IV. LE CHOC DE LA RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE

À la veille de 1914, l'antisémitisme est en France un phénomène dont le caractère endogène a été fortement accentué au cours de l'Affaire Dreyfus. Pourtant, l'éclatement de la Première Guerre mondiale rebat les cartes tant la puissance du sentiment patriotique et d'Union sacrée ne distingue plus l'aristocrate, du bourgeois ou du paysan, pas plus que le Breton du Savoyard et du Juif. Des Juifs étrangers s'enrôlent dans l'armée française, honorés d'une plaque aux Invalides : « Au cours de la Grande Guerre 1914-1918, des Juifs d'origine étrangère se sont enrôlés par milliers. En souvenir de ce geste de reconnaissance envers la France et à la mémoire de ceux qui sont tombés, l'Association des anciens volontaires juifs a apposé cette plaque le 10 juillet 1932 ». Ainsi également de Georges Mandel, fidèle de Clemenceau à *l'Aurore* lors de l'Affaire Dreyfus, devenu son chef de cabinet en 1917. Ou encore de Pierre Masse, nommé en 1917 sous-secrétaire d'État à la guerre, chargé de la justice militaire, où il côtoie le commandant en chef des armées, Philippe Pétain⁷⁵. Signe du basculement dans un antisémitisme meurtrier sous la pression de l'Occupant, Masse renverra en octobre 1940 sa légion d'honneur à Pétain avant d'être arrêté par les Allemands, déporté et assassiné à Auschwitz en octobre 1942. Quant à Mandel, arrêté par les Allemands, il sera livré à la Milice qui l'assassinera le 7 juillet 1944.

74. Dans une correspondance d'août 1918, Sorel évoque négativement le rôle des Juifs : « Lénine semble être aussi incorruptible que Robespierre et, chose étonnante, il a pu se maintenir au milieu de Juifs qui ne doivent pas tous être très purs ». Voir Michel Cochet, « Georges Sorel : une confirmation de ses thèses », *La Pensée*, n° 390, 2017/2, pp. 36-49 [en ligne].

75. Juif originaire d'Alsace, premier secrétaire de la conférence des avocats en 1906, élu député début 1914, décoré de la Croix de guerre et de la Légion d'honneur pour sa conduite au front.

1. Les répercussions de 1917

La révolution russe de février 1917 qui renverse le régime autocratique, puis le coup d'État bolchevique d'Octobre vont considérablement modifier le paysage politique en France avec la naissance de la section française de l'Internationale communiste en décembre 1920. Au printemps 1917, la Russie connaît une vague d'antisémitisme – souvent ignorée des historiens – qui trouve de tragiques prolongements lors de la guerre civile qui s'ensuit. Les pogroms sont innombrables et le fait de tous les adversaires qui s'affrontent : Blancs, Armée rouge, Makhnovistes (communistes libertaires), Ukrainiens, Polonais, et Verts (bandes paysannes autonomes)⁷⁶. Dès lors, l'antisémitisme de gauche – mais aussi de droite et d'extrême droite – va être largement surdéterminé par des interactions étrangères.

Marcel Cachin, l'un des leaders de la SFIO, est envoyé en mission à Saint Pétersbourg à la mi-avril 1917 pour prendre contact avec les socialistes russes. Or, dès le 19 avril, il s'étonne que « dans tous les meetings il y ait autour de la tribune un grand nombre de Juifs qui lisent la *Pravda* [le journal des bolcheviks] et sont à grands cris pour l'Internationale et pour la paix immédiate⁷⁷ ». Un peu plus tard, il rencontre son ami Georges Plekhanov, le fondateur historique du socialisme marxiste en Russie, qui se plaint : « Le Bund est l'organe d'un nationalisme juif qui n'a plus de raison d'être, puisque les Juifs sont libres ; ils doivent se fondre dans le parti russe lui-même [...] »⁷⁸.

Le 26 avril, Cachin écrit : « [...] il est apparent que ce sont les Juifs qui sont à la tête partout des comités d'ouvriers et qui les entraînent. [...] les Juifs ne se contentent pas de mettre la main sur les organismes ouvriers, mais à Moscou, sur 18 commissariats de police, 14 actuellement sont dirigés par des Juifs et ils ont pris ainsi partout, indiscrètement, une place hors de proportion avec leur nombre et leur influence ; d'ailleurs, ils sont nettement suspects de germanophilie, et, après ces premiers moments de griserie révolutionnaire, ils paieront cher cette indiscrétion⁷⁹ ». Et de conclure : « Plus que jamais, j'acquies la conviction que ce sont les Juifs qui mènent cette révolution et ce pays avec une grande intelligence, ténacité, de l'indiscrétion et un sens internationaliste, non national⁸⁰ ».

76. Lidia Milaïkova (dir.), *Le Livre des pogroms. Antichambre d'un génocide : Ukraine, Russie, Biélorussie, 1917-1922*, Calmann-Lévy/Mémorial de la Shoah, 2010.

77. Marcel Cachin, *Carnets 1917-1920*, [dir. Denis Peschanski], CNRS édition, 1993, p. 98.

78. Le Bund était le grand mouvement socialiste juif sous l'empire tsariste, opposé au sionisme et partisan de la lutte sociale sur place.

79. *Idem*, p. 118.

80. *Idem*, p. 123.

Ainsi, ce vieux militant socialiste en arrive-t-il presque à formuler, en aparté, l'idée d'un « judéo-bolchevisme » qui sera l'un des thèmes de propagande favoris des extrêmes droites européennes, en particulier des nazis.

Ce thème s'appuie sur la présence des plus proches de Lénine, masqués derrière leur pseudonyme de clandestinité : Grigori Zinoviev alias Ovsei-Gerchen Aronovitch Radomyslski-Apfelbaum ; Lev Kamenev alias Rosenfeld ; beau-frère de Trotski alias Lev Davidovitch Bronstein ; Karl Radek alias Karol Sobelsohn, etc. Cette présence remarquée des Juifs dans la révolution russe n'est guère significative, ceux-ci ne constituant pas plus de 5 % des cadres du Parti bolchevique, mais elle a suffi pour que les « Blancs », au cours de la guerre civile, créent le mythe du « judéo-bolchevisme » – associé au judéo-maçonnisme –, sur la base d'un célèbre faux, *Les Protocoles des sages de Sion*, publié en 1903 en Russie par la police politique du tsar⁸¹. Ce pamphlet, qui prétend que les Juifs ont établi un plan de conquête du monde, est un texte de référence de tous les antisémites, jusqu'à Hitler qui l'évoque dans *Mein Kampf*, et encore aux milieux arabes antisémites aujourd'hui.

De même, lors du congrès de naissance du Parti communiste français (PC-SFIC, dit PCF) à Tours, qui vota aux deux tiers l'adhésion à la IIIe Internationale de Lénine – ou Komintern –, les débats furent dominés par plusieurs ténors d'origine juive. Sur la gauche, le jeune Boris Souvarine – alias Lifschitz –, leader du Comité de la IIIe Internationale et probolchevique inconditionnel, alors emprisonné à la Santé⁸² ; à l'autre bord, Léon Blum qui, dans un discours historique, explique toutes les raisons de son antibolchevisme et maintient une SFIO indépendante⁸³. Mais deux autres intervenants jouent un rôle décisif : la dirigeante socialiste allemande et juive, Clara Zetkin, ralliée aux bolcheviks, qui intervient de manière spectaculaire ; et Zinoviev, devenu président du Komintern, qui adresse au congrès un télégramme comminatoire. Mais la présence des Juifs au sein de la SFIO à Tours demeure très marginale puisque sur 431 délégués et militants recensés par les historiens, seuls 26 peuvent être considérés comme d'origine juive – en particulier alsacienne –, même si, comme Français et comme socialistes marxistes, ils ne se revendiquaient ni du judaïsme, ni de leur judéité⁸⁴.

81. Voir Norman Cohn, *Histoire d'un mythe. La « conspiration juive » et les protocoles des sages de Sion*, Gallimard, [1967] Folio, 2025. Et aussi Pierre-André Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion. Faux et usage d'un faux*, 2 t., [1992], éd. augmentée, Fayard, 2004 ; et *L'Imaginaire du complot mondial. Aspects d'un mythe moderne*, Mille et une nuits, 2006.

82. Jean-Louis Panné, *Boris Souvarine. Le premier désenchanté du communisme*, Robert Laffont, 1993.

83. Alain Greilsammer, *Léon Blum*, Flammarion, 1996.

84. Jean Charles, Jacques Girault et alii, *Le Congrès de Tours*, Éditions sociales, 1980.

De leur côté, les Juifs de Russie étaient confrontés « aux bouleversements engendrés par l'entrée dans la modernité politique, économique et sociale [...] et à la persistance de la discrimination dont ils sont victimes, au développement d'un antisémitisme meurtrier dans l'Empire russe, mais aussi face à la poussée des sentiments antisémites au pays des Lumières avec l'Affaire Dreyfus⁸⁵ ». Leur réponse à cette situation fut triple et quasi simultanée. En 1897 Théodore Herzl créa le mouvement sioniste, affirmant l'existence d'un peuple juif non susceptible de se fondre dans des peuples d'accueil, ce qui exigeait la création d'un État spécifique basé sur le territoire de Palestine. En réaction, apparut la même année le Bund, l'Union générale des travailleurs juifs, grande organisation ouvrière d'obédience marxiste qui, loin d'un certain antijudaïsme catholique en Pologne ou orthodoxe en Russie, et de l'antisémitisme pogromiste du régime tsariste, s'opposa radicalement au mouvement sioniste. En effet, dès 1849 Friedrich Engels, l'alter ego de Marx, reprochait aux Juifs de s'accrocher à « un nationalisme absurde » parce qu'ils n'étaient qu'un « débris de peuple ». Le Bund, fut bientôt rattaché au Parti ouvrier social-démocrate de Russie, créé en 1898, auquel appartenait Lénine qui avait une position plus contradictoire : s'il condamnait sans appel la haine des Juifs pratiquée par le régime tsariste, et s'il lui arrivait d'évoquer « la nation juive », il estimait cependant que « les Juifs ont cessé d'exister en tant que nation » parce qu'ils n'avaient ni territoire, ni langue commune. Ce qui l'incitait à combattre avec virulence les sionistes : « Absolument inconsistante au point de vue scientifique, l'idée d'un peuple juif spécial est, par sa portée politique, réactionnaire. [Elle] contredit les intérêts du prolétariat juif en créant chez lui un état d'esprit hostile à l'assimilation, l'état d'esprit du "ghetto"⁸⁶ ». Mais il s'opposait avec la même virulence au Bund : les Juifs ne devaient pas revendiquer une autonomie culturelle nationale au sein du mouvement révolutionnaire mais au contraire se fondre parmi tous les prolétaires⁸⁷.

Par ailleurs, le Komintern initia un rapprochement avec les populations musulmanes, sur fond de « lutte contre l'impérialisme mondial ». Lors du congrès de Bakou, « premier congrès des peuples de l'Orient » qui, du 31 août au 8 septembre 1920, réunit 2850 délégués dont la moitié de communistes, Zinoviev appela à une guerre sainte – ce qui suscita l'enthousiasme des délégués –, contre l'impérialisme anglais en premier lieu⁸⁸. D'ailleurs, le modèle soviétique séduisait dans le milieu de l'Islam. Ainsi à Paris en 1922, l'exégète Cheik Saadi publia *Le Communisme de l'Islam* et proclama : « L'Islamisme

85. Laurent Rucker, *Staline, Israël et les Juifs*, Presses universitaires de France, 2001, p. 17.

86. Gérard Bensoussan, « Sionisme », in Georges Labica et Gérard Bensoussan [dir.], *op. cit.*

87. Jean-Marc Gayman, « Bund », in Georges Labica et Gérard Bensoussan [dir.], *op. cit.*

88. *Le premier congrès des Peuples de l'Orient : Bakou, 1-8 sept. 1920 - Compte-rendu sténographique*, François Maspero, 1971, p.46.

n'est pas seulement la traduction imagée du communisme, mais il est le communisme même », poursuivant : « Le seul régime social, capable de restaurer l'unité du monde musulman, se trouve dans l'application du régime du communisme intégral. Et ce communisme intégral est aussi ordonné par le Coran ». La dictature de Mahomet avec ses serviteurs est assimilée aux commissaires du peuple de la dictature bolchévique⁸⁹. Il y a là les prémices du ralliement de marxistes-léninistes arabes et européens à l'islam qui interviendra à la fin du xx^e siècle.

Les polémiques doctrinales venues de Russie n'intéressent guère le jeune PC-SFIC qui, dès 1921, se voit imposer par Moscou un processus de bolchevisation – la mise aux normes du parti bolchevique –, puis après 1924 de stalinisation – la sélection des dirigeants soumis à Staline⁹⁰. Le parti est ballotté au gré des violentes querelles de succession à la tête du Parti bolchevique après la mort de Lénine en 1924. Les dirigeants d'origine juive Zinoviev, Kamenev, Radek, Trotski sont peu à peu marginalisés. En 1930 le Komintern nomme en France un représentant permanent et clandestin, Eugen Fried, un Juif slovaque qui va devenir le mentor de la direction du PCF, et ce jusqu'à son assassinat par les nazis à Bruxelles en 1943⁹¹. Maurice Thorez est alors coopté secrétaire général du parti, entouré de Jacques Duclos et Benoît Frachon. Mais la « question juive » ne se pose pas : tous ces militants ne jurent que par la lutte des classes et la « ligne générale » imposée par Staline.

2. Staline et les Juifs : théorie et pratique

En 1913, à la demande de Lénine, Staline a publié une brochure consacrée à la nation qu'il définit par quatre critères : communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique. L'absence d'un seul élément suffit à annuler l'idée de nation, ce qui concerne les Juifs qui n'ont pas de territoire propre et ce qui disqualifie le Bund qui, au sein du mouvement socialiste russe, réclame « l'autonomie nationale culturelle », y compris la reconnaissance du yiddish et le droit à la célébration du sabbat⁹². Et de critiquer celui qui « confond évidemment la *nation*, catégorie historique, avec la *tribu*, catégorie ethnographique⁹³ ». Or, pour les bolcheviks, il n'est pas question de « substituer au principe de la lutte des classes le "*principe de la nationalité*", ce qui est bourgeois⁹⁴ ».

89. Cheik Saadi, *Le Communisme de l'Islam*, Société mutuelle d'édition, 1922, p. 42.

90. Stéphane Courtois, Marc Lazar, en coll. avec Sylvain Boulouque, *Histoire du parti communiste français*, PUF, 3^e éd. augmentée, 2022.

91. Annie Kriegel, Stéphane Courtois, Eugène Fried, *Le grand secret du PCF*, Seuil, 1997.

92. Joseph Staline, « Le Marxisme et la question nationale », in *Œuvres*, t. 2, 1907-1913, Nouveau Bureau d'édition, 1976, pp. 247-308.

93. *Idem*, p. 256.

94. *Idem*, p. 279.

Pour Staline, « la nation juive cesse d'exister. [...] Les Juifs s'assimilent ». Au Bund qui se veut l'unique représentant des ouvriers juifs, Staline oppose « l'organisation basée sur l'internationalisme. Grouper sur place les ouvriers de toutes les nationalités de Russie en collectivités *uniques* et *cohérentes*, grouper ces collectivités en un parti *unique*, telle est la tâche⁹⁵ ». Et de conclure : « Pas de milieu : les principes triomphent, mais ne se "concilient" pas ».

Quand Staline s'empare du pouvoir en 1929, les communautés juives de Russie ont déjà perdu les quelques droits et libertés dont elles disposaient sous le tsar. Toutes leurs entreprises, en particulier dans l'artisanat et le commerce, ont été confisquées, leurs organisations politiques (Bund, Poale Zion), syndicales et d'assistance sont interdites, tout comme les publications et l'enseignement en hébreu et la pratique de leur religion. Pour faire illusion, Staline affiche à ses côtés plusieurs juifs : le membre du bureau politique Lazar Kaganovitch – dont il fait fusiller le frère ! –, Lev Mekhlis qui fut son secrétaire personnel, et l'écrivain à tout faire Ilya Ehrenbourg. Mais il ne peut éviter la question juive, tant en interne qu'à l'international.

Dans l'URSS des années 1920, le pouvoir est confronté à une population d'environ 3 millions de Juifs à forte identité culturelle yiddishophone, disposant de son quotidien *Einigkeit* et incarnée par le célèbre théâtre juif conduit par l'acteur-metteur en scène Solomon Mikhoels⁹⁶. Le 12 janvier 1931, Staline déclare à l'Agence télégraphique juive que les communistes sont « les ennemis farouches et irréductibles de l'antisémitisme, forme extrême du cannibalisme⁹⁷ ». Et en 1934, confronté à la prise du pouvoir par Hitler, il crée dans l'Extrême Orient soviétique une minuscule « région autonome juive », le Birobidjan, promue « État national juif » en 1936, une sorte de « Palestine soviétique » qui est un échec faute de candidats. *A contrario*, il impose, début 1933, à tous les citoyens un passeport intérieur dont la case n° 5 indique impérativement l'origine ethnique : en l'occurrence « juif ». Et le 15 janvier 1937, la *Pravda* publie un éditorial à la gloire du « grand peuple russe » qui signe le virage de Staline vers un national-bolchevisme. Parallèlement, il met rapidement fin au rapprochement avec l'islam ; dès 1928, Mirsaid Sultan-Galiev, principal responsable de la question musulmane au sein du Parti bolchevique, est arrêté et condamné pour déviation panislamique et panturque, et fusillé en 1940, tandis que des centaines de mosquées sont fermées à partir de 1930⁹⁸.

95. Joseph Staline, *op. cit.*, p. 306

96. Natalia Vovsi-Mikhoels, *Mon Père Solomon Mikhoels*, Éditions Noir sur Blanc, 1990.

97. Arkadi Vaksberg, *Staline et les Juifs*, Préf. de S. Courtois, Robert Laffont, 2003, p. 9.

98. Alexandre Bennigsen et Chantal Lemerrier-Quellejaj, *Sultan Galiev. Le père de la révolution tiers-mondiste*, Fayard, 1986.

Cependant, sur le plan international, Staline active le Komintern qui s'intéresse à la Palestine sous contrôle britannique et y crée un parti communiste comprenant des Juifs et des Arabes. Mais en août 1929, de violentes émeutes éclatent entre sionistes et Arabes encouragés par le Grand Mufti de Jérusalem – Haj Amin al-Husseini, un leader islamiste, nationaliste arabe et antisémite fanatique, qui, de janvier 1941 à 1945, nouera une alliance avec Hitler. Le Komintern opte alors pour le soutien des Arabes en conflit avec les mandataires britanniques. Staline est pris dans une contradiction : d'un côté, en dépit de la doxa marxiste et léniniste qui affirme la non-existence d'une nation juive, il est contraint, dans une URSS alors multinationale, d'admettre un ersatz de nation juive ; de l'autre, il n'hésite pas à jouer en Palestine la carte antijuive. Ces palinodies staliniennes se répèteront lors de la création de l'État d'Israël en 1948.

Ces évolutions moscovites pèsent peu sur un PCF alors complètement tourné vers le monde ouvrier français et qui mène une stricte politique « de classe », inaugurée en 1928 par le VI^e congrès du Komintern et sa ligne « classe contre classe », qui stigmatise tous les socialistes – en particulier ceux de la SFIO – sous l'appellation « social-fascistes ». Mais soudain, la prise de pouvoir par Hitler et les nazis va rebattre une nouvelle fois les cartes de l'attitude des gauches à l'égard de la question juive et de l'antisémitisme.

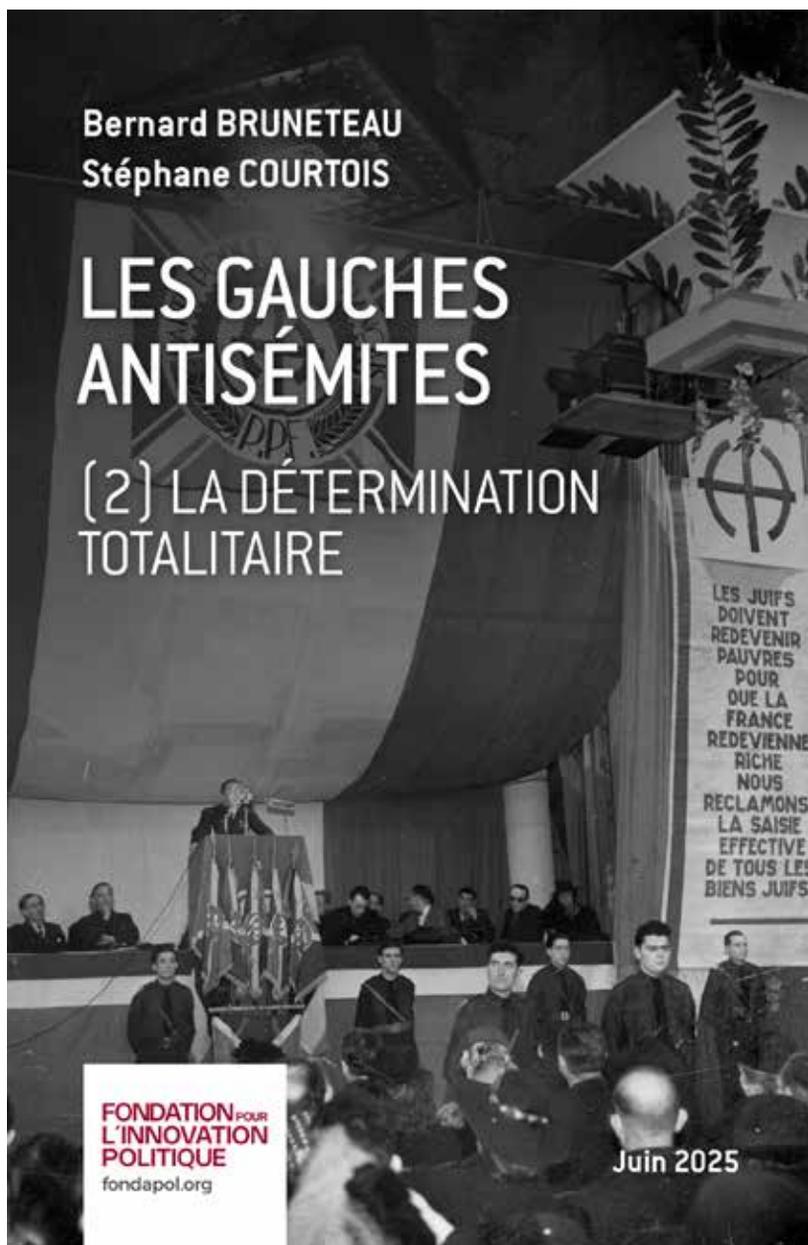
CONCLUSION

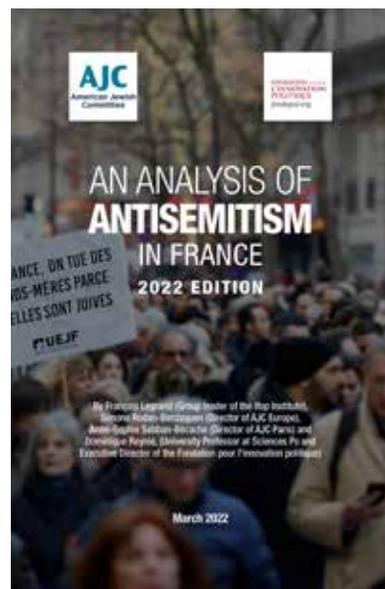
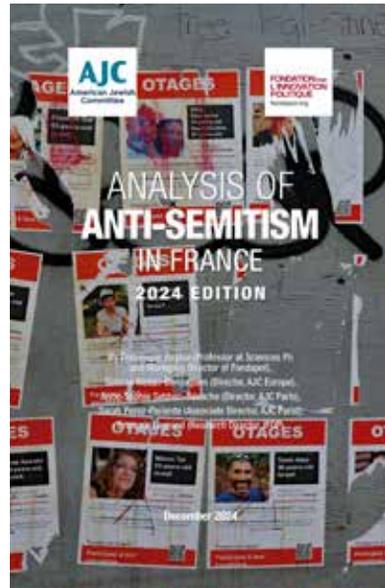
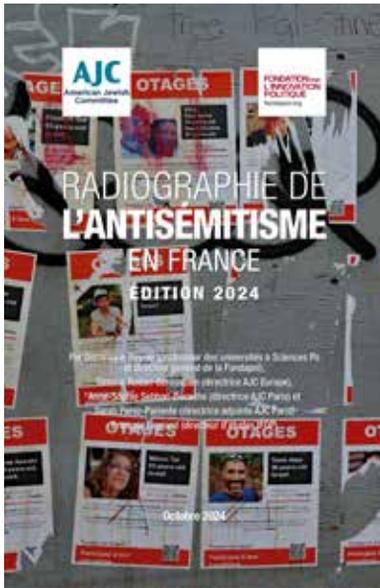
Ainsi la gauche socialiste libertaire et révolutionnaire est-elle pionnière dans l'avènement historique de l'antisémitisme sous sa forme moderne. Celui-ci a d'abord émergé à l'ombre du fouriérisme lorsque le « Juif » était le métonyme d'une haute finance vilipendée comme visage hideux de la modernité capitaliste. Il s'est ensuite cristallisé au sein de la mouvance blanquiste en une idéologie syncrétique faite d'anticapitalisme, d'athéisme et de racialisme. Il a enfin acquis une disposition révolutionnaire chez des néo-hébertistes et autres boulangistes de gauche tout à leur haine d'un régime libéral et bourgeois. Et il s'est mué parfois en doxa facile en métastasant le cœur même du dispositif socialiste, qu'il s'agisse de l'espace « transcourant » de *La Revue socialiste*, de certaines fédérations guesdistes ou de parlementaires. Si sous le coup de l'Affaire Dreyfus, la synthèse jaressienne opère une clarification salutaire en marginalisant ceux que le député de Carmaux qualifie

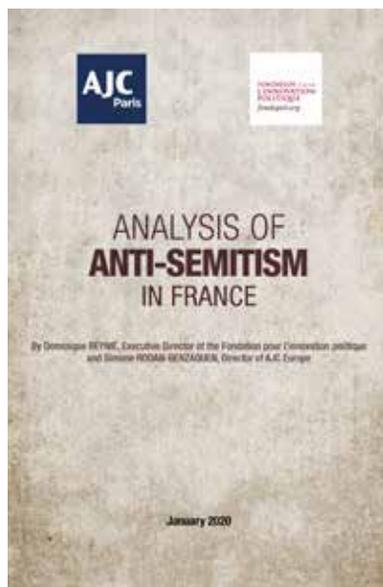
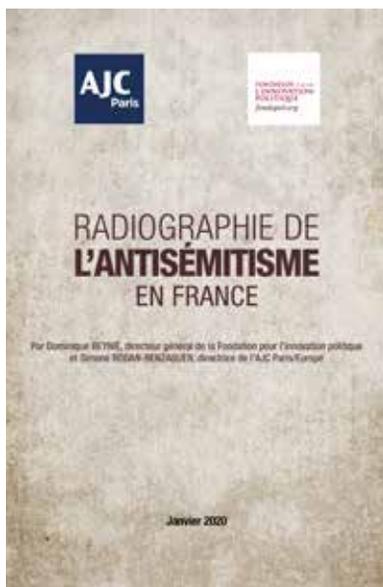
de « faux socialistes », l'antisémitisme survit dans l'argumentaire de ceux qui vomissent la « République dreyfusienne », les syndicalistes révolutionnaires en premier lieu. La mémoire officielle de la gauche, comme une part de l'historiographie qui lui est attachée, ont insisté sur le tournant jaressien pour différencier les socialistes antisémites du « vrai » socialisme. Mais l'injonction normative est un jugement *a posteriori*. Il apparaît vain de nier que le courant socialiste antisémite et antilibéral s'est intégré tout au long du siècle au projet révolutionnaire de refondation sociale, conforté pour certains par la lecture littérale du Marx de 1844. L'antisémitisme socialiste du XIX^e siècle n'était pas une falsification du socialisme, il en était un des aboutissements possibles. En cela l'antisémitisme *de gauche* est une strate idéologique et mémorielle de cette famille politique. Ce qui pose ainsi la question de l'héritage et de la transmission, par-delà un siècle, d'un « soubassement cognitif » dans une fraction de la gauche. « Les continuités remarquables qui s'observent à travers l'histoire de la judéophobie, écrit Georges-Elia Sarfati, sont l'expression d'une archive dynamique, qui s'offre au remaniement conjoncturel, à partir d'un dispositif relativement stable de thématique⁹⁹ ». Cette stabilité thématique, qui relie l'époque de Toussenel, Tridon ou Regnard à la nôtre, on peut la trouver dans cette idée que le signe « juif » est un empêchement à la vie par la corruption ou la désagrégation qu'il génère. En 1870, la banque, l'agiotage et la Bourse dominés par les « Sémites » étaient un obstacle à l'existence sociale prolét-aryenne et à tout projet de refondation égalitaire. C'est au nom de l'humanisme émancipateur et de la morale anticapitaliste qu'agit la gauche antisémite du XIX^e siècle en ciblant ce qu'elle considère comme l'épicentre du mal. Un siècle plus tard, c'est toujours au nom de l'humanisme et désormais de l'antiracisme que l'on s'affirme antisioniste afin de libérer le monde de l'état-major de l'axe du mal. Dans un cas comme dans l'autre, la haine du Juif incarne la vertu¹⁰⁰. Cet « antisémitisme vertueux » est ce qui relie le plus sûrement les contemporains de Tridon à ceux de Maurice Thorez, puis à ceux de Jean-Luc Mélenchon.

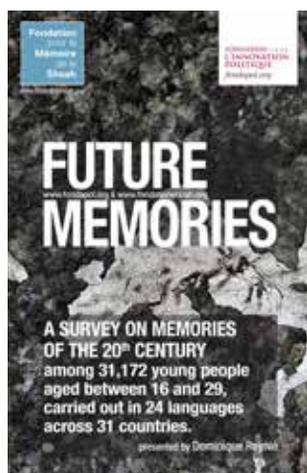
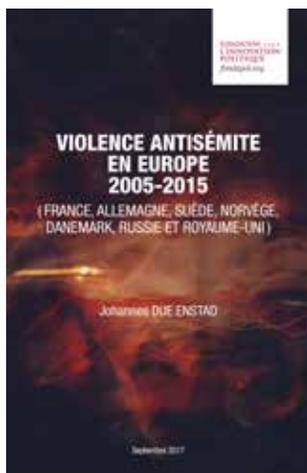
99. Georges-Elia Sarfati, « Le nouvel antisémitisme et les rythmes de l'information », in Joëlle Allouche-Benayoun et al., *L'Antisémitisme contemporain en France. Rémanences ou émergences ?*, Paris, Hermann, 2022, pp. 275-296. Voir son livre, *L'antisionisme. Israël/Palestine : aux miroirs d'Occident*, Paris, Berg International, 2003.

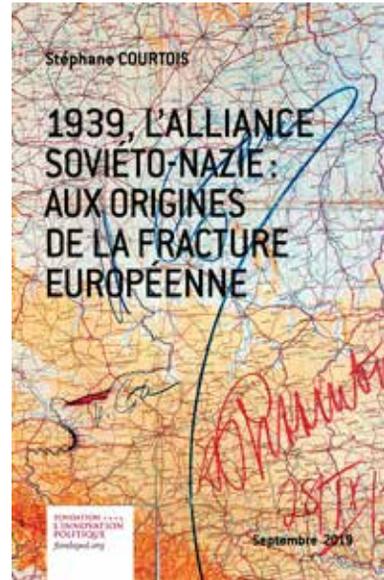
100. Eva Illouz, *Le 8-October. Généalogie d'une haine vertueuse*, Paris, Gallimard, coll. « Tracts », n° 60, 2024, p. 14.











NOS PUBLICATIONS

Combattre l'islamisme sur le terrain. Témoignage d'un préfet de la République.

Alexandre Brugère, Préface de Bruno Retailleau, mai 2025, 56 pages

Le mythe de la France raciste (2)

De l'échec du racialisme à la naissance du mythe

Vincent Tournier, avril 2025, 41 pages

Le mythe de la France raciste (1)

Le racialisme, histoire d'un échec

Vincent Tournier, avril 2025, 39 pages

Le détournement populiste du courant libertarien (2)

Le populisme paléo-libertarien de Javier Milei

Jérôme Perrier, avril 2025, 53 pages

Le détournement populiste du courant libertarien (1)

Des origines de l'anarcho-capitalisme au populisme de droite

Jérôme Perrier, avril 2025, 56 pages

L'IA au service de la sécurité

Benoît Fayet, Bruno Maillot et Mathieu Zagrodzki, mars 2025, 29 pages

Retraites : optimiser les dépenses, introduire une part de capitalisation

Bertrand Martinot, mars 2025, 38 pages

Contribution à la mission flash de clarification du financement des retraites

Jean-Pascal Beaufret, février 2025, 53 pages

Union européenne : l'étouffoir de l'écologisme bureaucratique

Emmanuel Bloch, février 2025, 37 pages

Les non-dits économiques et sociaux du débat sur la fin de vie

Yves-Marie Doublet et Pascale Favre, janvier 2025, 28 pages

Pourquoi donner

Claire-Marie Morinière avec Wakil Belhaddad et Claude Birman, janvier 2025, 41 pages

L'histoire des think tanks

Simon Amat, janvier 2025, 33 pages

Équilibres et mérites de la loi qui encadre la liberté d'expression en France

Basile Ader, janvier 2025, 26 pages

Innovation politique 2023

Fondapol, décembre 2024, 536 pages

Jeux vidéo : violence et addiction ?

Loïse Lyonnet et Michaël Stora, décembre 2024, 33 pages

L'utérus artificiel et la reproduction humaine

Élisabeth de Castex, décembre 2024, 42 pages

Pour une renaissance de la politique familiale : liberté, lisibilité et pérennité

Gérard-François Dumont, décembre 2024, 41 pages

L'industrie automobile européenne en 2035

Marc Alochet et Jean-Pierre Corniou, décembre 2024, 46 pages

Fondapol. Des Idées pour la Cité. L'aventure d'un think tank

Sous la direction de Dominique Reynié, éditions du Cerf, novembre 2024, 304 pages

L'inévitable conflit entre islamisme et progressisme aux États-Unis

Martha Lee, novembre 2024, 45 pages

Structure économique et sociale des territoires et vote populiste en France

Guillaume Bazot, novembre 2024, 58 pages

La capitalisation : un moyen de sortir par le haut de la crise des retraites ?

Bertrand Martinot, novembre 2024, 46 pages

Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche

Patrick Moreau, octobre 2024, 39 pages

L'AfD : l'extrême droite allemande dans l'impasse

Patrick Moreau, octobre 2024, 66 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France - édition 2024

AJC Paris et Fondapol, octobre 2024, 48 pages

Les attentats islamistes dans le monde 1979-2024

Fondapol, octobre 2024, 92 pages

L'opinion européenne en 2023

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, juillet 2024, 284 pages

Législatives 2024 : le grand désarroi des Français

Anne Flambert, Nicola Gaddoni, Mélodie Jourdain et Dominique Reynié, juin 2024, 36 pages

Les Européens abandonnés au populisme

Dominique Reynié, mai 2024, 80 pages

Victoire populiste aux Pays-Bas : spécificité nationale ou paradigme européen ?

Christophe de Voogd, avril 2024, 40 pages

Les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948)

Georges Bensoussan, avril 2024, 37 pages

Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe

Corinne Deloy, Préface de Dominique Reynié, éditions du Cerf, avril 2024, 460 pages

Les étrangers extra-européens et le logement social en France

Michel Aubouin, avril 2024, 36 pages

Les mots de la fin de vie : ne pas occulter les termes du débat

Pascale Favre, mars 2024, 30 pages

Suicide assisté, euthanasie : le choix de la rupture et l'illusion d'un progrès

Yves-Marie Doublet, mars 2024, 35 pages

L'Europa e la Sovranità. Riflessioni italo-francesi (1897-2023)

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Rubbettino, avril 2024, 332 pages

L'Europe et la Souveraineté. Approches franco-italiennes 1897-2023

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Plein Jour, mars 2024, 516 pages

Frattelli d'Italia : héritage néofasciste, populisme et conservatisme

Marco Tarchi, février 2024, 41 pages

L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne :**l'alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)**

Patrick Moreau, janvier 2024, 41 pages

Innovation politique 2022 (tome 2)

Fondapol, novembre 2023, 252 pages

Innovation politique 2022 (tome 1)

Fondapol, novembre 2023, 310 pages

Mouvements protestataires : le retour de la violence

Eddy Fougier, novembre 2023, 38 pages

La réforme Affelnet à Paris : un voyage au pays où 15 = 20

Marion Oury, octobre 2023, 48 pages

Le jumeau numérique en santé

Serge Soudoplatoff, septembre 2023, 34 pages

La régulation du numérique : Chine, États-Unis, France

Aifang Ma, septembre 2023, 44 pages

L'industrie française du jeu vidéo. De la French Touch à la French Pride

Loise Lyonnnet et Pierre Poinson, juillet 2023, 40 pages

La défiance vue par le prisme du médiateur de l'assurance

Arnaud Chneiweiss, juillet 2023, 26 pages

L'Europe et notre souveraineté. L'Europe est nécessaire, la France aussi

Édouard Balladur, juin 2023, 18 pages

L'enseignement supérieur privé en France

Laurent Batsch, juin 2023, 57 pages

Complexité. Critique d'une idéologie contemporaine

Sophie Chassat, juin 2023, 40 pages

Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?

Xavier Driencourt, mai 2023, 29 pages

De la transition écologique à l'écologie administrée, une dérive politique

David Lisnard et Frédéric Masquelier, mai 2023, 30 pages

Pour un nouvel ordre énergétique européen

Cécile Maisonneuve, avril 2023, 56 pages

Le XXI^e siècle du christianisme - édition de poche

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mars 2023, 378 pages

Élections, médias et réseaux sociaux : un espace public en décomposition

Victor Delage, Dominique Reynié, Mathilde Tchounikine, mars 2023, 32 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (2)

Transition énergétique, géopolitique et industrie : quel rôle pour l'État ?

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 48 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (1)

Les conditions de réussite du programme nucléaire français de 1945 à 1975

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 44 pages

Immigration : comment font les États européens

Fondapol, mars 2023, 46 pages

La politique danoise d'immigration : une fermeture consensuelle

Fondapol, janvier 2023, 57 pages

L'opinion européenne 2020-2022

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, décembre 2022, 240 pages

Innovation politique 2021 (tome 2)

Fondapol, décembre 2022, 340 pages

Innovation politique 2021 (tome 1)

Fondapol, décembre 2022, 440 pages

Maghreb : l'impact de l'islam sur l'évolution sociale et politique

Razika Adnani, décembre 2022, 36 pages

Italie 2022 : populismes et droitisation

Anna Bonalume, octobre 2022, 60 pages

Quel avenir pour la dissuasion nucléaire ?

Bruno Tertrais, octobre 2022, 39 pages

Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite

Sous la direction de Dominique Reynié, septembre 2022, 64 pages

Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (2)

Les questions à long terme

Christian Pfister, juillet 2022, 34 pages

Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (1)

État des lieux et perspectives à court-moyen terme

Christian Pfister, juillet 2022, 47 pages

La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental

Lorenzo Vidino, juin 2022, 29 pages

2022, présidentielle de crises

Sous la direction de Dominique Reynié, avril 2022, 80 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (4)**La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État en démocratie**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (3)**L'enjeu des générations futures**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 41 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (2)**Les solutions pour maîtriser le risque effectif**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 42 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (1)**Déchets et déchets nucléaires : durée de vie et dangers potentiels**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France – édition 2022

AJC Paris et Fondapol, janvier 2022, 38 pages

Prestataires de santé à domicile : les entreprises au service du virage ambulatoire

Alice Bouleau et Nicolas Bouzou, janvier 2022, 34 pages

Libertés : l'épreuve du siècle

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et República do Amanhã

Élections départementales et régionales 2021 : une analyse cartographique

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 76 pages

Innovation politique 2020 (tome 2)

Fondapol, décembre 2021, 428 pages

Innovation politique 2020 (tome 1)

Fondapol, décembre 2021, 344 pages

Défendre l'autonomie du savoir

Nathalie Heinich, novembre 2021, 32 pages

Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale

Fondapol, novembre 2021, 82 pages

2022, le risque populiste en France (vague 5)**Un indicateur de la protestation électorale**

Dominique Reynié (dir.), octobre 2021, 72 pages

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondapol et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

Commerce illicite de cigarettes, volet II.**Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers**

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 32 pages

Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 47 pages

Les décroissants en France. Un essai de typologie

Eddy Fougier, septembre 2021, 31 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondapol, septembre 2021, 84 pages

Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 51 pages

L'idéologie woke. Face au wokisme (2)

Pierre Valentin, juillet 2021, 32 pages

L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)

Pierre Valentin, juillet 2021, 34 pages

Protestation électorale en 2021 ?

Données issues du 1^{er} tour des élections régionales

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élisabeth Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

2022, le risque populiste en France (vague 4)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 64 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 37 pages

Le XXI^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 34 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 27 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 36 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 48 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 33 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 37 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 66 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 66 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 36 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 40 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 35 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 45 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 42 pages

2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)

Un indicateur de la protestation électorale Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 37 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 35 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 40 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 46 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 37 pages

L'opinion européenne en 2019

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 33 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 20 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 62 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants. Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Innovation politique 2019 (tome 2)

Fondapol, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)

Fondapol, juin 2020, 400 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 24 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 24 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 23 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 37 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandenbroucke, février 2020, 40 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 44 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondapol, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 35 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et Fondapol, décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)**Défendre l'économie européenne par la politique commerciale**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 52 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)**Les pratiques anticoncurrentielles étrangères**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 40 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)**Politique de concurrence et industrie européenne**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 36 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondapol, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 46 pages

2022, le risque populiste en France (vague 1)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 48 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 51 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 26 pages

Campements de migrants sans-abri : Comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 44 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 36 pages

Élections européennes 2019. Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 40 pages

Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 44 pages

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 35 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,

volume I, Les enjeux, 156 pages ; **volume II**, Les pays, 120 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 31 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 23 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 42 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 33 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 46 pages

Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 34 pages

Une civilisation électrique (1). Un siècle de transformations

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 32 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 42 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 36 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 26 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)

Fondapol, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)

Fondapol, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 35 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 38 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondapol, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 29 pages

La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 31 pages

La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 28 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 33 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2)

Comprendre le retour de l'institution religieuse

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1)

Récuser le déni

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle,

Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 64 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 41 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 33 pages

Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 77 pages

Les géants du numérique (1) : magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 56 pages

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 40 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 49 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondapol, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 34 pages

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et Fondapol, septembre 2018, 72 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Hugues Hourdin, octobre 2018, 28 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 41 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 33 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 35 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 35 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondapol, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 40 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 32 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 40 pages

L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 29 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 40 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 44 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 64 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 36 pages

L'opinion européenne en 2017

Dominique Reynié (dir.), Fondapol, janvier 2018, 140 pages

Innovation politique 2017 (tome 2)

Fondapol, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (tome 1)

Fondapol, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 28 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 32 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Faççal Hafied, novembre 2017, 55 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 31 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 33 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Faççal Hafied, juillet 2017, 45 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 49 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 37 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghourigate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 38 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 33 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 36 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 31 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste :**l'Europe démocratique menacée**

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 34 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 52 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 38 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 31 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 37 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 34 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 30 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 33 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 37 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 36 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 31 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 35 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 25 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 59 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 34 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 36 pages

Innovation politique 2016

Fondapol, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 34 pages

L'opinion européenne en 2016

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 31 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 27 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 51 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulai, juin 2016, 33 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 35 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 41 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 54 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 39 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 45 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 38 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 32 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiites et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 29 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 29 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 32 pages

L'opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 40 pages

Innovation politique 2015

Fondapol, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 35 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 34 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 30 pages

Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 32 pages

Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 27 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 25 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Mantemach, août 2015, 41 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Mantemach, août 2015, 43 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Mantemach, août 2015, 30 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 33 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 22 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 35 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 40 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 44 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 42 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 21 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 23 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 24 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 27 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 27 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 36 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 34 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 34 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 29 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 46 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 46 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 32 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 32 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 28 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 31 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 44 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 42 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 44 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 30 pages

Innovation politique 2014

Fondapol, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 47 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 34 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 38 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 35 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 43 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 35 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 7 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 27 pages

Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 37 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 22 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 31 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 5 pages

L'opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 29 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 33 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 35 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 32 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondapol, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 26 pages

Innovation politique 2013

Fondapol, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 30 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 28 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 5 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 30 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 34 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 30 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 32 pages

L'opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondapol, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Tanneguy Larzul, janvier 2012, 27 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 31 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 36 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 27 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 32 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 34 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 29 pages

12 idées pour 2012

Fondapol, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 30 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 32 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 40 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 33 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 15 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 42 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 31 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 35 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 22 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 34 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 28 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 26 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 45 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 26 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 30 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 21 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 33 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 50 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 35 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 33 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 31 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 31 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 36 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 27 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 34 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 56 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 38 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 36 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 28 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 34 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 45 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 28 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 34 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 26 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 36 pages

Innovation politique 2011

Fondapol, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 30 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 40 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 28 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 38 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 40 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 24 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 32 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 22 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 28 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 30 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 28 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 52 pages

L'opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 26 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 30 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 28 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 16 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 8 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 7 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 50 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 26 pages

La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 30 pages

**La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo**

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson David Bonneau, mai 2009, 40 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 65 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 125 pages

**Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands
sur trois priorités de la présidence française de l'UE**

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Le débat public a besoin de la Fondapol et la Fondapol a besoin de vous!

Pour préserver son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondapol, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondapol peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % du montant des dons versés imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 *bis* du CGI).

Dans le cas d'un don de 10 000 €, vous pourrez déduire 6 000 € d'impôt, votre contribution aura effectivement coûté 4 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % du montant des dons versés, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans) ;

Au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % du montant des dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 _ anne.flambert@fondapol.org

Bulletin de soutien

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Je soutiens la Fondapol

voici ma contribution de :

- 100 € 500 € 1000 € 5000 €
 10000 € 50000 € Autre montant : _____ €

Je choisis de faire un don :

- À titre personnel
 Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

- Par chèque, à l'ordre de
la **Fondation pour l'innovation politique**
 Par virement bancaire daté du : _____
au profit du compte
Fondation pour l'innovation politique
à la Caisse des dépôts et consignations : _____

IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16

BIC : CDCGFRPPXXX

À renvoyer à :

Fondation pour
l'innovation
politique
11, rue de
Grenelle
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09



anne.flambert@fondapol.org

LES GAUCHES ANTISÉMITES (1) DE PROUDHON À LA RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE

Par Bernard BRUNETEAU et Stéphane COURTOIS

Il est courant de penser que l'antisémitisme est étranger aux traditions politiques de gauche. Celles-ci aiment à rappeler leur enracinement dans l'universalisme des Lumières, l'acte émancipateur de la Révolution française, le combat socialiste égalitaire du long XIX^e siècle et la mobilisation dreyfusarde. Le rapport à l'antisémitisme serait ici un non-sujet. L'obsession « antisioniste » de l'extrême gauche contemporaine appelle pourtant à une exploration de longue durée de l'histoire des gauches où peuvent être repérées nombre de distorsions entre la dure réalité des positions exprimées et les principes moraux invoqués.

Loin d'un antisémitisme « à gauche », qui serait circonstanciel et marginal, une histoire intégrale des idées révèle la présence d'un « antisémitisme de gauche » mêlant anticapitalisme, athéisme et racialisme dans une synthèse redoutable présent dans les courants majeurs de la gauche historique, et notamment dans sa composante socialiste révolutionnaire.

Les médias

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ



Le site internet

fondapol.org



Les données en open data

data.fondapol.org



ISBN : 978-2-36408-359-2

5 €